

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Nathalie Arthaud, le camp des travailleurs



DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE, DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES

- L'inflation
- Bolloré
- La pêche
- Les Cahiers de Verkhnéouralsk

Meeting du 12 février, à Paris

LDC

LDC

Au sommaire de ce numéro

Nathalie Arthaud, le camp des travailleurs	1
Meeting du 12 février 2022 Intervention de Jean-Pierre Mercier	2
Intervention de Nathalie Arthaud	8
L'inflation, une forme de la guerre de classe	20
Bolloré, un archétype de capitaliste	25
La pêche, dans les eaux glacées du calcul égoïste	30
Les Cahiers de Verkhneouralsk	35

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

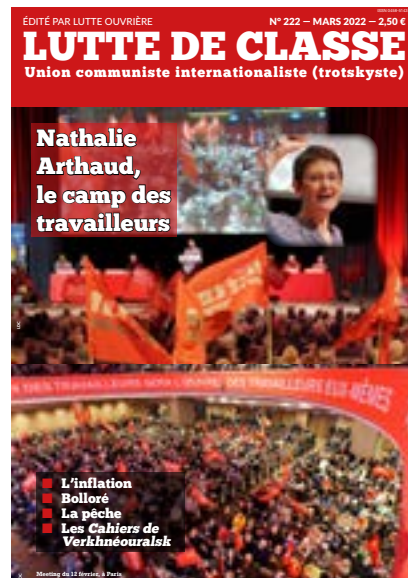
Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Nathalie Arthaud, le camp des travailleurs

Mardi 15 février, Nathalie Arthaud avait recueilli 509 parrainages de maires, validés par le Conseil constitutionnel.



Cette réussite s'explique d'abord par le fait que de nombreux maires, souvent dans les petites communes, sans partager forcément les idées de Nathalie Arthaud, sont attachés au pluralisme politique. Employés, ouvriers, techniciens, petits agriculteurs, enseignants ou retraités, ils appartiennent en général au monde du travail. Ils connaissent les problèmes de salaire, de chômage et de précarité, et trouvent légitime que Nathalie Arthaud puisse en parler dans la campagne. Ils ne veulent pas que la parole politique soit monopolisée par des politiciens choisis par les Bolloré ou les Bouygues, et qui n'ont que faire des intérêts et des sentiments des classes populaires.

À la différence des grands partis, Lutte ouvrière ne dispose pas d'élus habilités à parrainer. Si nous sommes parvenus à surmonter cet obstacle, c'est à la force du poignet, en allant à la rencontre de milliers de maires à travers tout le pays. Si Nathalie Arthaud a franchi la barre des 500 parrainages, c'est grâce à cette énergie militante, ainsi qu'au sens démocratique des maires des petites communes.

Quelques jours auparavant, samedi 12 février, le meeting parisien de Nathalie Arthaud à la Mutualité avait réuni 1 500 personnes. Devant un public enthousiaste, plusieurs militants

de Lutte ouvrière ont illustré les conséquences de la guerre que patronat et gouvernement mènent contre les travailleurs, dans les entreprises où ils travaillent. Évoquant la situation chez Renault, à La Poste, chez Safran, dans les hôpitaux ou les transports, ils sont revenus sur les suppressions de postes et leurs conséquences sur les rythmes et les conditions de travail. Ils ont dénoncé la politique de division entretenue par les patrons, qui multiplie les statuts, les types de contrats et les sous-traitants. Ils ont aussi dit les résistances et les réactions qui se font jour, comme chez Safran, pour revendiquer des salaires décents. C'était aussi illustrer, en quelques mots et exemples, combien les travailleurs seraient en mesure de prendre en main les rênes de l'économie et combien, sous leur direction, les activités indispensables de la société pourraient fonctionner mille fois mieux.

Jean-Pierre Mercier, ouvrier chez PSA et Nathalie Arthaud ont ensuite pris la parole. Nous reproduisons ci-dessous leurs interventions.

Les lecteurs de *Lutte de classe* pourront suivre la campagne de Nathalie Arthaud dans le journal *Lutte ouvrière* et sur le site de campagne :

<https://www.nathalie-arthaud.info/>



Meeting du 12 février à Paris

Intervention de Jean-Pierre Mercier

137 milliards d'euros: ce sont les profits attendus pour 2021 pour les 40 plus grandes entreprises de ce pays. En pleine épidémie, en pleine crise économique, les capitalistes vont dégager cette année les profits les plus gigantesques qu'ils aient jamais faits.

Pendant ce temps, six millions de travailleurs sont au chômage ou réduits à des emplois précaires. Pendant ce temps, même pour ceux qui travaillent, avec la hausse des prix – que ce soit celle de l'énergie, de l'essence ou des produits alimentaires –, la date à laquelle le compte en banque passe dans le rouge arrive chaque mois un peu plus tôt; bien des travailleurs ne font plus le plein à la station essence, mais se contentent de remplir le réservoir à moitié, au quart; des mères de famille expliquent qu'elles ne chauffent plus que la pièce où dorment leurs enfants; et un frigo ou une machine à laver qui tombe en panne devient une catastrophe, à laquelle il ne sera pas possible de faire face.

Voilà le principal sujet sur lequel devrait porter cette campagne électorale. L'enrichissement indécent de la classe capitaliste, d'un côté, l'appauvrissement constant du monde du travail, de l'autre.

Les politiciens bourgeois qui sont candidats à cette élection le savent parfaitement. Et ils savent combien cette situation peut être porteuse de colère, de risque d'explosion sociale. C'est la raison pour laquelle ils

mettent tant d'énergie à faire diversion et à tenter de centrer la campagne sur tout, sauf sur le problème essentiel du monde du travail: celui de la feuille de paye, celui du montant des allocations et des pensions de retraite. Toute cette campagne électorale a commencé sous le signe de la diversion!

Cela fait deux ans maintenant que le Covid est, pour le gouvernement comme pour l'opposition, une formidable opportunité pour faire diversion vis-à-vis des problèmes sociaux.

Vous vous souvenez de Macron expliquant, au début de l'épidémie: «*Nous sommes en guerre.*» Et pendant les guerres, comme chacun sait, on ne parle pas salaires, on ne parle pas conditions de travail, on ne parle pas des prix qui augmentent. On fait silence dans les rangs et on serre les dents.

Pendant la Première Guerre mondiale, les patrons répondaient aux travailleurs qui relevaient la tête qu'il était honteux de revendiquer alors que les courageux soldats se faisaient trancher la peau dans les tranchées. Eh bien rappelez-vous: en 2020, on nous a servi le même couplet, en nous expliquant qu'il fallait se taire et penser aux sacrifices du personnel soignant qui était «*au front*» tous les jours... Quelle mascarade!

Les gouvernements successifs ont détruit l'hôpital public, fermé des dizaines de milliers de lits, les soignants ont été envoyés au front sans masques, sans matériel, avec des sacs poubelles en guise de surblouse, et le gouvernement osait parler de «*respect*» pour les héros de l'hôpital?

Les décennies passent, mais le cynisme des dirigeants po-





Manifestation contre l'état d'urgence et la COP21, place de la République à Paris, le 30 novembre 2015.

litiques de la bourgeoisie ne change pas.

Même dans les milieux scientifiques, il n'y a plus grand monde pour penser aujourd'hui que le passe vaccinal ait une quelconque utilité. Mais le gouvernement tient bon. Parce que depuis deux ans il profite de la crise pour prendre des mesures de plus en plus coercitives, pour imposer la discipline à la population, de couvre-feu en confinements, d'interdictions en obligations, allant jusqu'à priver de salaire et d'emploi les personnels soignants qui refusent de se faire vacciner.

Et aujourd'hui, il pourrait la vie quotidienne de millions de petites gens, vaccinés ou pas, dé-

signe à longueur de journées les non-vaccinés comme les responsables, les coupables de la saturation des services hospitaliers.

Oui, toute la stratégie du gouvernement repose sur le fait de désigner des boucs émissaires, pour éviter que le regard des travailleurs – et peut-être, demain, leur colère – se tourne vers les vrais responsables de la catastrophe sociale que nous vivons : l'organisation de la société, ses maîtres et profiteurs, la grande bourgeoisie.

Nous ne sommes pas de ceux qui prétendent que le virus aurait été fabriqué et diffusé intentionnellement dans le but de faire exploser les profits du Big Pharma. Mais la gestion de la

crise a été pensée, du début à la fin, dans un seul et unique objectif : préserver les profits des riches et faire en sorte que, malgré la crise sanitaire, ces profits continuent d'augmenter.

Et si l'épidémie a pu permettre d'habituer la population à marcher encore un peu plus au pas, c'est une aubaine pour ceux qui rêvent d'un monde où les travailleurs ne protestent jamais, marchent droit, sont fichés, surveillés, filmés, QR-codés, où il faut montrer un papier officiel pour aller acheter du pain, montrer patte blanche pour monter dans un train, s'habituer, comme la loi les y autorise depuis le 24 janvier, à ce que les flics puissent entrer dans un café et contrôler le passe sanitaire de tous les clients présents !

Tout cela est pain bénit pour les capitalistes. Et d'ailleurs, si l'on veut se convaincre que le Covid n'a en réalité pas grand-chose à voir dans tout cela, il faut se souvenir que ces restrictions aux libertés n'ont pas commencé en février-mars 2020, quand le Covid a fait son apparition, mais bien avant, en 2015, quand le gouvernement, qui était alors socialiste, s'était exactement de la même manière servi des attentats terroristes pour durcir les lois sur les libertés publiques. Il avait alors imposé plusieurs années d'état d'urgence et restreint le droit de manifester.

En essayant d'encadrer toujours plus ces quelques libertés de protester et de s'organiser gagnées, au fil des années, par le mouvement ouvrier, les gouvernements préparent l'avenir. Ils font leur travail de défenseurs des intérêts de la bourgeoisie, parce qu'ils savent que la dégradation continue des conditions de vie du monde du travail ne peut, à terme, que déboucher sur une explosion sociale.

Et quand la colère du monde du travail débordera, quand les travailleurs décideront de

renouer avec les luttes d'ensemble, quand des marées humaines ouvrières descendront dans les rues pour dire qu'elles n'acceptent plus leur sort, alors, ce jour-là, ce ne sont pas les passes sanitaires, les QR-codes, les caméras de surveillance et les drones de la police qui les arrêteront, tant il est vrai, comme l'écrivait le révolutionnaire Blanqui il y a 170 ans, que devant des prolétaires déterminés « obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra! »

* * *

Pendant la crise sanitaire, les capitalistes se sont plus enrichis en quelques mois que pendant les dix années précédentes. Les cinq premières fortunes françaises (les Arnault, Bettencourt, Pinault et les frères Wertheimer) ont vu leur patrimoine doubler depuis le début de la pandémie, et ces cinq capitalistes, à eux seuls, possèdent aujourd'hui autant que les 40% les plus pauvres de la population en France.

Oxfam, qui a publié ces chiffres et qui n'est une organisation ni communiste ni révolutionnaire, explique cette explosion des profits de manière très simple: « Si la fortune des milliardaires a autant augmenté durant la pandémie, c'est principalement en raison de l'argent public versé sans condition par les gouvernements et les banques centrales dont ils ont pu profiter grâce à une montée en flèche des cours des actions. »

Ce n'est pas toute l'explication, mais c'est exact. Dès le début de l'épidémie, la première préoccupation du gouvernement a été de faire en sorte que la crise ne coûte rien au patronat, et surtout au grand patronat.

D'un coup de baguette magique, les fameux critères de Maastricht, les règles d'or financières, les prétendues interdictions de creuser le déficit de l'État, tout cela s'est envolé. Et l'argent de l'État a coulé à flots pour renflouer des capitalistes



Devant des dizaines d'hôpitaux du pays, chaque vendredi à 14 h ou 14 h 30, des soignants sortent le temps d'un bref rassemblement, protestation contre l'abandon de l'État. Ici, le 4 février, devant Bicêtre, dans le Val-de-Marne.

qui, pour les plus gros d'entre eux, n'en avaient nul besoin.

Par contre, quand des profs ou des infirmières demandent des embauches, quand des travailleurs luttent contre la réforme des retraites, quand les chômeurs se battent pour ne pas se faire dépouiller, c'est toujours la même rengaine: les caisses de l'État sont vides! Il faut croire que le gouvernement a trouvé la martingale pour les remplir très vite, en quelques jours, dès que l'épidémie a commencé, et qu'il a su trouver les moyens d'arroser le patronat de plusieurs centaines de milliards d'euros d'aides publiques.

Et pendant toute cette période où la bourgeoisie s'est gavée sans vergogne des cadeaux de l'État, elle a continué d'aggraver, en même temps, l'exploitation des travailleurs.

Elle n'a jamais cessé de continuer à détruire des emplois, de mettre à la porte des intérimaires, de programmer des fermetures d'usines et de sites, d'augmenter, dans les usines, les cadences pour ceux qui restent, de programmer toujours plus de samedis travaillés et d'heures supplémentaires en fin de poste.

C'est une véritable guerre que nous mènent les capitalistes.

La crise économique démarrée depuis des décennies s'aggrave à l'échelle mondiale, la

concurrence fait rage entre les groupes capitalistes, et les marchés se rétrécissent de plus en plus. Il n'y a pas de place pour tout le monde, et la seule perspective qui s'offre aux patrons, c'est de prendre des marchés à leurs concurrents; c'est, suivant l'expression du patron de PSA, Carlos Tavares, que je cite souvent, « d'aller manger dans la gamelle des autres ».

La crise économique intensifie la guerre économique entre les groupes capitalistes. Le rétrécissement des marchés oblige chacun à essayer d'écraser l'autre pour prendre sa place. Dans une période de sécheresse, les chacals s'affrontent d'autant plus durement que les proies se font plus rares.

Dans le monde des patrons, le seul moyen de prendre des parts de marché, c'est d'être, comme ils disent, « plus compétitifs ».

Mais ça, c'est du vocabulaire de patron. Cette concurrence, les patrons la font payer de plus en cher aux travailleurs. Être plus compétitifs, cela veut dire produire moins cher, et produire moins cher, cela veut dire exploiter davantage les travailleurs, diminuer toujours plus la masse salariale en continuant d'augmenter la production.

Eux, ils appellent ça « gagner des points de productivité ». Pour nous, les travailleurs, cela veut dire plus de camarades je-

* * *



Dans un entrepôt d'une entreprise de logistique.

tés au chômage, plus de vitesse sur les chaînes, plus d'épuisement, plus de tendinites, plus de dos cassés, plus d'accidents du travail, plus d'ouvriers qui meurent le mois qui suit leur retraite, voire au travail, comme c'est arrivé hier matin à l'usine de PSA Rennes : un ouvrier de seulement 54 ans est décédé d'une crise cardiaque à la prise de son équipe ! Quand on dit qu'on crève au boulot, ce n'est pas que des mots.

C'est ça, le capitalisme ! La question n'est pas de savoir si ces gens-là sont bons ou mauvais, elle est de comprendre les lois qui gouvernent l'économie capitaliste.

* * *

La survie d'un capitaliste sur le marché international dépend de sa capacité à crever ses ouvriers au travail. C'est comme ça. Ce n'est pas nouveau, cela existe depuis le début du capitalisme, et c'est précisément pour cela que des générations de militants ouvriers communistes se sont battus, et que nous nous battons encore, contre un système qui ne peut être ni amélioré, ni humanisé, ni réformé, mais qui ne cessera de nuire que lorsqu'il aura été abattu, parce que l'aggravation permanente de l'exploitation fait partie de

l'ADN du capitalisme ; parce que le capitalisme, comme l'écrivait Marx, est né en « suant le sang et la boue par tous les pores de sa peau » et que, tant qu'il régnera sur le monde, il en sera toujours ainsi.

C'est pour ça que nous sommes fiers de militer pour son renversement, c'est pour cela que nous sommes fiers d'être communistes et révolutionnaires !

C'est une des raisons pour lesquelles l'enjeu de cette campagne présidentielle n'est, en aucun cas, de savoir quel politicien remportera le gros lot en avril et sera appelé, pour les cinq ans à venir, à gérer les intérêts de la bourgeoisie.

Quel que soit ce politicien – ou cette politicienne –, qu'il soit de droite, de gauche, d'extrême droite ou le tout à la fois comme Macron, il sera là pour mettre en œuvre la feuille de route que le Medef posera sur son bureau au lendemain du second tour.

Et c'est la raison pour laquelle nous, à Lutte ouvrière, avec la candidature de notre camarade Nathalie Arthaud, nous nous présentons pour faire entendre une autre voix. Celle du camp des travailleurs pour le conforter et le préparer politiquement aux combats qui nous attendent.

Être des militants du camp des travailleurs, cela veut dire, bien sûr, dénoncer ainsi sans relâche le fait que, fondamentalement, ce sont les capitalistes qui dirigent la société, et que tous les gouvernements, tous les États, sont leurs serviteurs.

Mais c'est, aussi, dénoncer les faux amis des travailleurs, ceux qui prétendent parler en leur nom mais qui, derrière leur masque de prétendus avocats de la classe ouvrière, sont, eux aussi, des défenseurs de l'ordre capitaliste.

Face à une situation d'explosion sociale, la bourgeoisie tient toujours prête l'arme de la répression brutale, de l'écrasement armé des travailleurs.

Mais avant d'en arriver là, et tout particulièrement dans les pays riches, elle a d'autres cordes à son arc : elle a su, au fil des années, intégrer, apprivoiser, domestiquer les organisations nées des combats du mouvement ouvrier pour en faire des relais de sa politique.

Ce sont, d'une part, les partis politiques réformistes, ceux issus de la social-démocratie, comme le PS en France, puis les partis passés par le stalinisme, comme le PCF. Ces partis, en particulier le PCF, utilisent un langage qui peut parler aux travailleurs, mais ils ont prouvé, notamment à chaque fois qu'ils ont été au gouvernement, qu'une fois au pouvoir ils servent le grand patronat comme les autres.

Mais il y a, aussi, les syndicats, qui peuvent avoir un rôle encore plus déterminant parce que ce sont, bien plus que les partis politiques dans la période actuelle, des organisations de masse.

Dans un pays comme la France, il existe de nombreuses organisations syndicales, qui toutes ont leur langage, leur stratégie propres. Certaines – je n'ai pas besoin de les citer – sont



Militants syndicaux contre la réforme des retraites, à Bar-le-Duc, en Lorraine, le 3 mars 2020.

ouvertement des défenseurs de la collaboration de classe la plus éhontée, prêtes à signer n'importe quel accord pourri contre un peu de reconnaissance du patronat.

D'autres ont un langage plus lutte de classe, plus combatif, et attirent d'ailleurs de ce fait les militants les plus sincères, ceux qui ont le plus envie d'en découdre avec le patronat.

Mais ce qu'il y a de commun à toutes les confédérations syndicales, c'est que leurs dirigeants, leur appareil, respectent fondamentalement la propriété bourgeoise, l'ordre bourgeois, le système capitaliste.

Non seulement elles ont abandonné depuis des lustres l'idée de renverser le capitalisme, mais elles ont aussi, à bien des reprises, joué le rôle de pompiers pour éteindre les incendies sociaux. En arrêtant les grèves, en empêchant les luttes ouvrières d'aller jusqu'au bout de leurs possibilités, en présentant comme des victoires des compromissions négociées avec la bourgeoisie, dans les périodes où celle-ci était en danger.

Ce n'est pas un hasard si toute la législation sociale qui subsiste encore dans ce pays a été élaborée au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, quand la bourgeoisie tremblait de peur

à l'idée de voir la fin du conflit donner lieu à une nouvelle vague révolutionnaire : elle a été créée par une alliance entre l'homme d'extrême droite de Gaulle, le PCF et les syndicats, qui ont accepté de jouer le jeu, qui ont à l'époque combattu les grèves en prétendant que tout allait venir d'en haut, sans qu'il y ait besoin de luttes.

La bourgeoisie, qui craignait pour son pouvoir, a lâché un certain nombre de concessions, et partis réformistes et syndicats ont joué le rôle de courroies de transmission dans la classe ouvrière pour dire qu'il faudrait s'en contenter, d'autant plus qu'ils y trouvaient leur compte, dans la multitude de postes que le patronat a créés pour eux à l'époque, des conseils d'administration des entreprises nationalisées jusqu'à la gestion paritaire de la Sécurité sociale.

* * *

Se revendiquer du camp des travailleurs, c'est aussi rappeler ces vérités, qui n'ont d'ailleurs rien de nouveau : avant même la Deuxième Guerre mondiale, Trotsky résumait déjà le rôle des directions syndicales en écrivant : « Dans les périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour

le neutraliser. »

Cela ne veut pas dire que les révolutionnaires ne doivent pas être des militants syndicaux, dans les syndicats tels qu'ils sont.

Bien au contraire, ils doivent en être les éléments les plus actifs, les plus décidés, les plus militants ! Les communistes révolutionnaires doivent être là où sont les travailleurs, militer à leurs côtés et chercher à organiser ceux qui ne le sont pas : c'est la base même du travail d'un militant communiste.

Mais ils doivent aussi savoir que militer dans un syndicat est un combat, parce les appareils syndicaux n'ont aucune envie de tolérer dans leurs organisations des militants qui dénoncent leur rôle et veulent que la lutte de classe soit organisée par les travailleurs eux-mêmes.

Oui, dans cette société où tout est fait pour nous faire taire, pour nous soumettre à la hiérarchie sociale, les travailleurs doivent être chez eux dans leurs organisations syndicales !

La démocratie syndicale n'est pas seulement un impératif moral, c'est la condition même de l'efficacité dans le combat permanent contre le grand patronat.

C'est là, fondamentalement, toute la différence entre les appareils syndicaux et les communistes révolutionnaires. Les appareils syndicaux ne font pas confiance à la classe ouvrière, voire, à un certain niveau, ils la craignent. Ils se posent en avocats. Ils pensent que les travailleurs ont besoin d'être dirigés, alors que nous pensons que ce sont les travailleurs qui doivent diriger : diriger les syndicats, diriger les luttes, diriger les grèves, diriger toute la société !

Et, même dans la situation actuelle où la combativité ouvrière, dans un pays comme la France, n'est pas au rendez-vous, notre confiance reste inébranlable dans les capacités de la



Ouvrières en grève au Kazakhstan, à l'été 2021.
Chez Caspian Food à Karajambas, ci-dessus. À Araltu, ci-dessous.



classe ouvrière à se révolter et à prendre en main son sort. Dans ce monde écrasé par la crise sanitaire et la crise économique, nous voyons des combats menés par la classe ouvrière, parfois à l'autre bout de la planète, du Chili en Algérie, de la Chine au Kazakhstan, de l'Afrique du Sud à la Guadeloupe.

Qui connaissait, il y a deux mois, le Kazakhstan? Qui savait que dans ce pays d'Asie centrale existe une classe ouvrière puissante et combative, qu'il s'y trouve, dans la ville de Temirtau, une usine ArcelorMittal qui compte 14 000 travailleurs, payés 300 euros par mois?

Depuis le mois d'août dernier, des dizaines de grèves pour les

salaires se sont déroulées dans les usines de ce pays, dont le sous-sol regorge tellement de ressources minières et énergétiques que sa classe ouvrière a la force, quand elle décide d'entrer en lutte, de bloquer l'approvisionnement en gaz et en pétrole de toute l'Europe.

Les travailleurs du Kazakhstan sont entrés en lutte, depuis six mois, parce qu'ils font face aux mêmes problèmes que les travailleurs du reste du monde : les bas salaires, le chômage et la vie chère. Et dans combien d'autres pays du monde, en Chine, en Inde, au Vietnam, en Afrique du Sud, au Mexique, au Brésil, en Indonésie, les travailleurs entreront demain en lutte à leur tour, et

montreront à la face du monde que la classe ouvrière, le prolétariat, est toujours la classe sociale la plus nombreuse et la plus essentielle, celle qui fait tout tourner, celle sans laquelle le capitalisme ne pourrait pas fonctionner?

Pour que ces luttes aillent le plus loin possible, elles auront besoin de l'énergie extraordinaire que recèle la classe ouvrière; et elles auront besoin d'idées, d'idées révolutionnaires, pour être capables de déjouer les pièges et les trahisons des faux amis de la classe ouvrière.

Ces idées, elles seront propagées par les militants du parti communiste révolutionnaire que nous voulons, que nous devons plus que jamais reconstruire. Pas seulement en France, mais dans le monde entier.

Car, face à tous ceux qui flattent les préjugés nationalistes les plus puants, de ceux, dans cette campagne, qui prônent le repli national et le protectionnisme, nous affirmons fièrement que ces travailleurs du monde entier sont nos frères et nos sœurs de combat, que ce sera très probablement eux, demain, qui nous montreront la voie et qui nous réapprendront la lutte de classe!

Alors, pendant toute cette campagne comme pendant toute notre vie militante, nous ne cesserons de le proclamer haut et fort, contre tous les patriotes, tous les protectionnistes de droite et de gauche, tous les défenseurs du repli national, du « modèle français », des frontières et des barbelés: Travailleurs de tous les pays, unissons-nous! Vive le camp des travailleurs, et vive le communisme!



Meeting du 12 février à Paris

Intervention de Nathalie Arthaud

Travailleuses, travailleurs, chers amis, chers camarades,

Le monde devient de plus en plus fou! Jean-Pierre a parlé des 137 milliards de profits pour les 40 plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Paris. À l'échelle planétaire, les actionnaires des grandes sociétés cotées attendent un montant record de dividendes de 1 500 milliards de dollars pour l'année 2021.

Elon Musk, le fondateur de Tesla et Space X, est un homme qui vaut 300 milliards de dollars. Jeff Bezos lui court après avec plus de 200 milliards, ce qui lui a permis de s'offrir un yacht de 127 mètres de long, à 400 millions, un yacht tellement grand qu'il ne peut sortir du chantier naval de Rotterdam que si l'on démonte un pont historique!

En France, le patron du groupe de luxe Bernard Arnault a, lui, encaissé 1,4 milliard de dividendes, ce qui fait 3,8 millions par jour, ou encore deux smic à la minute.

Les milliards s'empilent à un pôle, au point que la minorité richissime ne sait plus quoi en faire. On savait déjà qu'il était possible de spéculer sur tout et n'importe quoi.

La nouvelle mode, en la matière, c'est un marché virtuel, où les grandes fortunes placent des millions dans l'achat de terrains, de palaces, qui n'existent pas. Avec leur smartphone, ils peuvent y promener leur avatar

avec un sac Vuitton à la main, sac virtuel aussi mais payé au prix d'un véritable sac, c'est-à-dire à prix d'or!

On pourrait en rire mais, quand on sait que la moitié de la population mondiale survit avec moins de cinq euros par jour, quand on sait qu'il y a encore, au minimum, 160 millions d'enfants au travail et qu'une personne meurt toutes les 10 secondes de malnutrition, ce gâchis stupide de richesses est indécent et il doit nous mettre en rage.

Tous les dirigeants politiques et patronaux disent prendre au sérieux la crise climatique et agir contre le réchauffement de la planète. Ils nous parlent «dé-

veloppement durable» du matin au soir. Mais regardez les marchés qui se développent le plus, le luxe, la drogue et l'armement: voilà le développement durable à la sauce capitaliste!

L'humanité n'a jamais disposé d'autant de connaissances, de savoir et de culture, elle n'a jamais autant échangé, et pourtant les courants les plus rétrogrades, les plus intolérants, les plus nationalistes, racistes, sexistes, mystiques se développent. Et quand des dizaines de millions de personnes, forcées d'émigrer, sont parquées derrière des barbelés et traitées en criminels, quelques milliardaires s'offrent une expédition touristique dans l'espace.



Silvia Izquierdo

Les quartiers pauvres ne résistent pas aux aléas climatiques. À la recherche de victimes après un glissement de terrain à Petropolis, au Brésil, le 16 février 2022.



Il n'y a pas de monde plus fou!

La folie dans laquelle nous sommes tous entraînés, c'est la folie d'un système où tout peut s'acheter et se vendre. Où tout entre en concurrence. Où tout peut et doit devenir rentable et source de profit : la nature comme le corps humain, exploitée jusqu'à ses derniers jours, dans des Ehpad notamment, transformés en pompes à fric pour certains.

Nous sommes entraînés dans une fuite en avant dans tous les domaines. Les pays pauvres comme les pays riches. Mais qui a intérêt à cette société? La grande bourgeoisie, le grand patronat, les grands actionnaires. Pas les travailleurs! Pas ceux qui sont exploités et doivent se battre pour tout : pour trouver un emploi, pour trouver un logement, pour trouver une place en crèche ou même pour pouvoir s'asseoir dans le métro ou le RER!

Le monde du travail dans son entier a intérêt à combattre cette organisation sociale capitaliste, et pour cela il a besoin d'une politique et donc d'un parti pour la défendre, pour la mettre en avant au jour le jour, pour en convaincre notre classe.

Dans cette campagne présidentielle, il faut un parti qui affirme que la misère et ses ravages, le chômage, les bas sa-

laire, mais aussi la spéculation, la pollution et l'impérialisme, ne sont des problèmes insolubles que parce que les travailleurs ne prennent pas eux-mêmes les choses en main. Un parti qui affirme que les travailleurs au pouvoir feraient mille fois mieux que tous ces politiciens qui se prosternent devant la propriété capitaliste et les lois du marché!

CRISE SANITAIRE ET POUVOIR OUVRIER

Prenez la crise sanitaire. Je suis convaincue que les travailleurs au pouvoir l'auraient mieux gérée, parce qu'ils l'auraient gérée du point de vue des intérêts des travailleurs et des classes populaires, et pas du point de vue du grand patronat et des actionnaires.

D'abord, parce qu'avec les travailleurs au pouvoir, les hôpitaux publics ne seraient pas à genoux. Toute idée de profit serait bannie de la santé, au contraire de ce qui se passe aujourd'hui.

Aujourd'hui, l'hôpital public est artificiellement endetté auprès des banques. Il est géré comme une entreprise et il se décompose sous l'effet des coupes budgétaires, du manque de moyens, d'un personnel insuffisant et épuisé. Et le privé en profite en se jetant sur les soins les plus rentables. C'est ainsi que les chaînes de cliniques privées cotées en Bourse se multiplient, spécialisées dans les opérations lucratives, c'est-à-dire très bien remboursées par la Sécurité sociale, quand les malades les moins solvables s'entassent à l'hôpital public.

Eh bien, avec les travailleurs au pouvoir, tous les moyens financiers et humains iraient à l'hôpital public, ils iraient à la formation du personnel nécessaire et à son recrutement.

Avec les travailleurs au pouvoir, le personnel hospitalier,

l'agent de service, l'ouvrier, l'aide-soignante n'auraient pas à se battre pour être reconnus par la société. Et on ne demanderait pas aux malades qui vont aux urgences de payer 19 €!

Avec les travailleurs au pouvoir, c'est une évidence qu'il y aurait eu des ouvertures de lits, il y aurait eu la création d'unités spécialisées dans le suivi des malades, il y aurait eu la mise sur pied d'équipes de ville, pour aller vers la population la plus éloignée des soins et vers celle vivant dans un désert médical.

Et puis, plus largement, au lieu de se soumettre à la propriété capitaliste, les travailleurs au pouvoir auraient démolé le monopole des trusts pharmaceutiques. Ils auraient supprimé le secret commercial et la sacro-sainte propriété intellectuelle des laboratoires. Ils auraient brisé les brevets. Ils auraient forcé les laboratoires à partager leurs découvertes, pour que les vaccins soient fabriqués dans toutes les entreprises qui en sont capables, sans chercher à faire du profit.

Avec les travailleurs au pouvoir, tous les secteurs de la vie sociale auraient été organisés pour mieux protéger la population contre le virus. Toutes les décisions auraient été prises en fonction des besoins de la population, sans être polluées par les calculs économiques d'une minorité d'exploiteurs.

Au lieu qu'il y ait moins de bus et de trains et que l'on continue de s'y entasser, il y en aurait eu plus. Au lieu que les élèves soient 30 ou 35 dans une même salle de classe, le travail aurait été organisé en petits groupes. Pour cela, un pouvoir ouvrier aurait pu s'appuyer sur l'initiative de la population, pour trouver des locaux et encadrer les jeunes. Il suffit de voir quels trésors de dévouement nombre de personnes ont déployés lors du premier confinement pour comprendre que la société est capable de faire beaucoup mieux.



Une affiche de la campagne présidentielle.

Tout cela n'est pas de la politique-fiction. Car nous avons tous les moyens matériels, humains et financiers à portée de main pour le réaliser. Il est possible d'organiser la société pour qu'elle réponde aux besoins de tous, à condition, encore une fois, qu'elle ne soit pas entravée par la propriété privée et le droit de faire des profits avec la vie humaine.

Mettre réellement au service de l'ensemble de la société tous les moyens dont elle dispose, en expropriant la classe capitaliste, doit être notre perspective politique, que les travailleurs prennent le pouvoir doit être notre perspective, le communisme doit être notre perspective !

UN PROGRAMME DE LUTTE

Cette perspective est loin de ce que les travailleurs se sentent capables de faire ? Il est déjà difficile de se défendre ? C'est vrai. Mais il en est ainsi de toutes les sociétés basées sur l'exploitation : les opprimés passent l'essentiel de leur vie à subir, sans trouver le moyen de s'organiser et de résister. Cela a été le cas pour les peuples mis en esclavage, ou colonisés, des décen-

nies durant, des siècles même, et cela n'a pas empêché les révoltes, ni les révolutions.

Même si, aujourd'hui, l'écrasante majorité des travailleurs restent l'arme au pied, ils représentent le camp révolutionnaire de demain. Parce qu'ils sont tous les jours confrontés à la lutte de classe, à l'exploitation, à la course à la compétitivité. Cela donne régulièrement des explosions de colère, ponctuelles, localisées. C'est lorsqu'elles font tache d'huile, et que la lutte se généralise, que le camp des travailleurs est capable de peser sur la vie politique et de contester la dictature de la grande bourgeoisie.

Il faut un parti qui incarne ce combat et ces perspectives révolutionnaires. Un parti qui parte des besoins et des intérêts des travailleurs et qui les traduise en politique et en programme pour les travailleurs.

ZÉRO CHÔMEUR !

Prenez le chômage. Les politiciens de droite et de gauche se sont succédé durant des décennies. Ils ont tous laissé le chômage et la précarité de masse s'installer et s'aggraver. Et regardez comment Macron est content de lui, parce que le nombre de chômeurs recensés par Pôle emploi en catégorie A a baissé. Mais comment se réjouir d'un chiffre officiel de 3,3 millions de personnes sans aucun emploi, et de 5,7 millions si l'on inclut les personnes qui vivent avec quelques heures de travail !

Loin de ce mépris social, notre objectif doit être zéro chômeur, parce que pouvoir gagner sa vie est une nécessité pour tous ! Zéro chômeur, oui, parce qu'écarter de toute activité des millions de femmes et d'hommes qui n'aspirent qu'à se rendre utiles est un immense gâchis pour la société.

Et zéro chômeur, oui, c'est

possible et c'est même simple : il suffit de se répartir le travail existant entre tous, sans perte de salaire bien sûr.

Si nous avons, collectivement, le pouvoir de diriger les entreprises, nous commencerions par cela. Parce que, du travail, nous sommes nombreux à en avoir par-dessus la tête. Nous nous retrouvons obligés de faire des heures supplémentaires, de travailler des samedis, des jours fériés. Nous faisons le travail de deux parce que telle ou telle personne, partie à la retraite, n'a jamais été remplacée, parce que l'intérimaire ou le stagiaire qui faisait le boulot est parti. Cette charge de travail, il faut la répartir entre tous en imposant des embauches.

Imaginez que l'on demande au personnel des hôpitaux, des Ehpad, de l'éducation, des transports publics d'établir une liste des embauches dont ils auraient besoin. On arriverait à des centaines de milliers d'emplois utiles et indispensables à créer tout de suite !

Il faut répartir le travail entre tous et arracher la baisse du temps de travail, de façon qu'il n'y ait plus aucun chômeur. Il faut travailler moins, et travailler tous !

C'est une question de choix de société : on ne doit pas accepter que l'argent soit aspiré à un pôle et monopolisé par quelques milliers de grands bourgeois ; il faut se battre pour qu'il serve au monde du travail et à cet objectif élémentaire de permettre à chacun d'avoir un emploi et de pouvoir gagner sa vie.

Il faut faire passer les emplois avant les profits, avant les cours boursiers, avant les fortunes de quelques-uns !

POUR DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Un autre objectif des luttes de demain, bien sûr, sera l'aug-



Du 7 au 17 février, la quasi-totalité des ouvriers et employés de Lustucru Frais a fait grève, cessant la production de pâtes dans trois usines de la Loire et du Rhône. S'appuyant sur l'augmentation des bénéfices du groupe, ils veulent un net relèvement des salaires.

mentation générale et massive des salaires, des allocations et des pensions. C'est une revendication susceptible d'unifier dans un combat commun toutes les catégories de travailleurs, que le patronat dresse les unes contre les autres.

Car il ne faut compter ni sur Macron ni sur les candidats qui prétendent le remplacer pour imposer quoi que ce soit au grand patronat. La plupart du temps, les politiciens proposent d'augmenter les salaires en baissant les cotisations sociales. C'est-à-dire que l'on se paye nos propres augmentations de salaire, car les cotisations sociales ne sont rien d'autre que du salaire différé. Eh bien merci, les patrons y avaient déjà pensé !

Et toutes les autres mesures sont du même acabit. Le gouvernement a bloqué à 4% l'augmentation du prix de l'électricité,

après l'avoir laissé flamber. Mais ce qu'il présente comme un cadeau coûte 8 milliards à l'État, et demain nous le paierons de notre poche.

Et puis il y a la politique de l'aumône. Prime d'activité, APL, l'État prétend venir en aide aux plus bas salaires à coups de primes, sur lesquelles il rogne continuellement mais sans lesquelles des millions d'entre nous ne pourraient se loger ou se nourrir. La dernière invention a été le chèque énergie de 100 € à tous ceux qui vivent avec moins de 2 000 € par mois. Et demain, l'État va aussi nous aider à acheter notre lait et notre baguette ?

Mais quand on travaille, ou quand on a travaillé toute sa vie, on ne demande pas la charité pour faire son plein d'essence, pour se chauffer ou pour se loger. On veut pouvoir vivre de

son salaire ou de sa pension de retraite. Alors il faut l'augmentation générale des salaires, des allocations et des pensions !

Et ce ne sont pas des miettes qu'il faut, mais des augmentations de 300, 400, 500 euros par mois. Et, pour ne pas être rattrapé par l'inflation, il faudra imposer l'indexation des salaires sur les prix.

Et il faut porter le smic à 2 000 euros net. Avec son chèque énergie, Castex a avoué qu'on ne s'en sortait pas à moins de 2 000 €. Eh oui, 2 000 € c'est le minimum pour ne pas vivre dans l'angoisse permanente de tomber malade, de se retrouver sans voiture ou de ne pas avoir l'argent pour aider à payer le permis à un de ses enfants. Le minimum pour espérer partir un peu en vacances. 2 000 € doit être un minimum pour les salaires, mais aussi pour les pen-



sions et allocations dont vivent les travailleurs à la retraite ou en invalidité.

C'est bien au-dessus du smic actuel, qui est de 1270 € net. Et je sais que beaucoup de salariés estiment que 2000 € pour le smic est du domaine du rêve, parce que le patronat ne l'accordera jamais. Mais la plupart du temps le patronat n'est même pas prêt à accorder 50, 40, 30, 20 euros d'augmentation, et il faut débrayer, menacer de faire grève, pour les arracher.

Du point de vue du grand patronat, et c'est la même chose avec l'État patron, aucune revendication salariale n'est considérée comme raisonnable. C'était pareil en mai 1968. Même demander 10% d'augmentation était jugé irréaliste et dangereux pour l'économie. Mais une grève générale après et quelques millions de manifestants plus tard, le smic était augmenté de 35%!

Que l'on revendique 50, 100 ou 400 euros d'augmentation, il faut se battre. Alors il n'y a aucune raison de ne pas revendiquer ce qui nous est nécessaire pour vivre. Et nous n'avons pas à nous excuser : nous faisons tourner la société, nous sommes essentiels, il n'y a aucune raison de nous faire petits!

Si nous raisonnons en fonction de ce que le patronat est

prêt à nous laisser pour vivre, nous resterons les éternels sacrifiés. Il faut raisonner à l'inverse. Nous devons être fiers de nos revendications parce que nous devons être fiers de ce que nous sommes. La société doit d'abord répondre à nos besoins de travailleurs parce qu'elle ne tient que par nous.

Alors battons-nous pour arracher ce qu'il nous faut, «quoi qu'il en coûte» au grand patronat! Et s'il faut changer toute la société pour l'imposer, eh bien nous la changerons!

LE CONTRÔLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION

Pour rejeter les revendications ouvrières, les perroquets patronaux mettent toujours en avant la PME ou la petite entreprise en difficulté, qui serait ruinée si elle devait par exemple augmenter les salaires ou embaucher. Ça leur ferait trop de «charges», comme ils disent.

C'est toujours une façon d'occulter la responsabilité des grands groupes dans les bas salaires. Mais quand vous travaillez chez Carrefour, avec quinze ans d'ancienneté, vous touchez 1300 € net, avec trente ans 1400 € net! Ouvrier à Michelin, vous êtes à 1500 € net en tra-

vailant en équipe! Et ainsi de suite. Et combien d'entreprises de gardiennage, de nettoyage et de sous-traitance diverse, qui travaillent pour les gros, payent leurs salariés à coups de lance-pierres?

Les petites entreprises sont l'alibi pour nous faire taire. D'ailleurs, prenez 1968 et la fameuse augmentation de 35% du smic: y a-t-il eu la ruine annoncée du petit commerce? Non! Et aujourd'hui, je suis convaincue que l'augmentation du pouvoir d'achat réjouirait même un certain nombre de coiffeurs, de bouchers, de boulangers ou de restaurateurs qui vivent de la clientèle populaire et la voient se priver!

Il faut rendre publics les comptes des grands groupes et les contrats qui les lient aux autres entreprises. Et on verrait qui se fait des marges royales, on saurait exactement où aller chercher l'argent. Si un petit patron ne peut pas payer, il y en a d'autres au-dessus de lui. Que le donneur d'ordres paye! Que le banquier, le fournisseur, le bailleur payent!

La véritable démocratie, le pouvoir du peuple, ce serait cela: que ceux qui font tourner les entreprises sachent exactement ce qu'il en est des fruits de leur labeur.

Alors oui, il faut imposer un contrôle sur la comptabilité des grands groupes. Et nul besoin de créer des comités de contrôle ou d'enquête: avec les comptables et les administratifs, les travailleurs sont les mieux placés pour exercer ce contrôle, car ils connaissent mieux que quiconque la réalité du travail.

Tout le monde dit aujourd'hui qu'il faut que la parole se libère. C'est d'une hypocrisie sans nom, parce que, dans les entreprises, les salariés n'ont le droit de rien dire. Prenez le scandale des Ehpad: combien de salariés ont été menacés, mis à pied, licenciés pour avoir dénoncé les dysfonctionnements et la mal-



traitance ? Cela fait des années qu'ils prennent des risques, et témoignent sous anonymat !

Prenez le business qu'il y a autour des vaccins anti-Covid. Les dirigeants européens qui ont négocié l'achat des vaccins veulent que les contrats restent secrets, au nom encore et toujours du secret commercial. Tout cela pour cacher les marges des labos, qui permettent à la triade constituée par Pfizer, BioNTech et Moderna d'empocher 1 000 dollars toutes les secondes !

Le secret, l'omerta que le grand patronat impose dans les entreprises lui permet de mentir, de cacher ses méfaits et ses crimes. Enlevons-lui cette arme !

Oui, libérons la parole, la parole des salariés, des comptables, des commerciaux, et cela passe par la levée du secret professionnel, la levée du secret commercial et l'arrêt de toute poursuite pour diffamation, dès que l'on parle de harcèlement ou de salaires de misère !

PAS UN PROGRAMME ÉLECTORAL, MAIS UN PROGRAMME DE LUTTE

Le programme que je défends n'a rien à voir avec les programmes électoraux que les

autres candidats nous servent. Vous savez, ces catalogues électoraux où chacun est censé aller à la page qui le concerne. Page 24, vous trouverez, à la rubrique étudiants, l'assurance d'un revenu minimum ; page 25, la garantie que plus aucune personne handicapée ne se retrouvera au-dessous du seuil de pauvreté ; et page 26, l'engagement de faire reculer les violences faites aux femmes.

D'abord, ces promesses ne coûtent rien aux candidats qui les brandissent, car la plupart d'entre eux n'ont pas plus de chances que moi d'être élus. Quant à celui qui s'installera dans le fauteuil présidentiel, il trouvera toujours des raisons pour rogner ou abandonner les engagements pris vis-à-vis des classes populaires. Parce qu'une fois au pouvoir, il fera ce que le grand patronat lui permettra de faire.

C'est ce qui s'est produit avec Mitterrand, qui prônait la rupture avec le capitalisme. C'est ce qui s'est produit avec Jospin, qui a plus privatisé que les gouvernements de droite. Et rebelote avec Hollande, qui avait fait de la finance son ennemie de campagne, mais l'a servie tout au long de son quinquennat.

Et on peut multiplier les

exemples. En 1936, le socialiste Léon Blum avait expliqué, le premier, qu'il s'était heurté au mur de l'argent et des 200 familles.

Qu'est-ce qui ferait que, demain, les choses se passent différemment avec un Mélenchon par exemple ? Je parle de lui, parce que c'est lui qui a fait le meilleur lifting, réussissant même à faire oublier qu'il a été ministre sous Jospin. Mais, comme Hidalgo, Roussel et Taubira, il véhicule une fois de plus des illusions dans le monde du travail, et particulièrement dans le monde syndical.

Vu la droitisation de toute la vie politique, les diatribes de Mélenchon sur le partage de la richesse, la taxation des profiteurs de crise, contre les violences policières ou pour la VI^e République le font apparaître de loin comme le plus radical. Plus radical, mais quand même très responsable vis-à-vis de la bourgeoisie et de tout son système.

Car où mène son partage des richesses ? À raboter un peu les plus grandes fortunes pour redistribuer des miettes aux travailleurs. Des miettes, car Mélenchon promet par exemple un smic à 1 400 € net, ce qui est loin, très loin de ce qu'il faut pour sortir de la galère. Rien que ce chiffre montre que Mélenchon ne raisonne pas à partir des besoins des travailleurs.

Mélenchon veut être le géant loyal des affaires de la bourgeoisie. Il aime d'ailleurs discourir sur le rayonnement de la France, sur son universalisme et sa présence sur les cinq continents. Il se félicite à chaque vente d'avions Rafale et s'indigne, comme tous les politiciens bien nationalistes, que la France soit à la remorque des États-Unis, autrement dit que la France soit un impérialisme de seconde zone, et non pas le chef des brigands !

Son projet n'est pas de renverser la grande bourgeoisie,



c'est de travailler avec elle, main dans la main, et il l'a montré lors de son dernier débat télévisé, où il a vendu sa politique à Roux de Bézieux, le patron du Medef.

Pendant 20 minutes, Mélenchon s'est évertué à vanter les bienfaits de ses mesures pour le grand patronat ! Certes, les capitalistes devront céder une petite partie de leurs profits exceptionnels à l'État, mais ils ne le regretteront pas, parce que sa politique leur garantit des carnets de commande pleins et de juteux profits sur les investissements que l'État fera dans la transition écologique. Autant dire qu'ils se sont quittés bons amis !

Mélenchon appelle au compromis avec la grande bourgeoisie. Mais les travailleurs sont bien placés pour savoir que toute recherche de compromis conduit à négocier le poids de nos chaînes. Et il n'y a pas à chercher de juste milieu, car la grande bourgeoisie n'exploite pas à moitié, elle ne mène pas sa guerre économique à moitié. Non, il n'y a pas de juste milieu : le capitalisme, ou bien on le

combat jusqu'à sa destruction, ou on finit par s'y intégrer et devenir un de ses rouages.

C'est ce qu'il s'est passé avec le PS et le PCF, et c'est ce qui explique leur effondrement et, avec lui, le recul des organisations ouvrières, du militantisme et même le discrédit jeté sur l'idéal socialiste. Alors, l'expérience de la gauche gouvernementale doit nous servir de leçon et nous conforter dans une politique communiste révolutionnaire !

LA PRÉSIDENTIELLE, ET APRÈS

Au lendemain de l'élection, quel que soit l'élu, nous nous retrouverons toujours confrontés au grand patronat, qui décidera s'il ferme ou pas telle ou telle usine, qui reléguera les femmes dans les boulots les plus précaires et les plus mal payés. Les jeunes continueront d'être baladés de stage en contrat de qualification. Le grand patronat continuera de faire de nous des invalides et des handicapés du

fait de cadences et de charges de travail toujours plus lourdes ! Notre banquier décidera d'accepter ou pas le découvert ou le crédit dont nous avons un besoin vital. Et cela quel que soit le président élu.

La guerre sociale ne s'arrêtera pas au lendemain de la présidentielle. Elle se poursuivra et s'aggravera du simple fait que nous nous enfonçons dans la crise : ce que la bourgeoisie ne peut gagner par l'élargissement de ses marchés, elle l'obtient en aggravant l'exploitation. Et tant que le camp des travailleurs sera démobilisé, la bourgeoisie en profitera pour nous faire payer sa crise !

Il faut se préparer à la mobilisation. Aucun homme, seul, qu'il soit locataire de l'Élysée, de la Maison-Blanche ou à la tête de je ne sais quel gouvernement, ne peut incarner le rapport de force avec la grande bourgeoisie et se faire craindre d'elle. Seul le monde du travail, mobilisé par millions et conscient de sa force, peut le faire.

Alors, le programme que je

défends est un programme de lutte. Ma candidature est un appel au combat : il n'y aura pas d'avancée significative pour le monde du travail et pour la société dans son ensemble sans s'attaquer aux financiers, au grand patronat, à la bourgeoisie. C'est une question de rapport de force, de grèves, d'affrontements sociaux. C'est la conscience que notre sort ne dépend pas du prochain président de la République, mais de nos propres combats.

C'est un appel à un vote de fierté ouvrière et de combativité.

Et je veux dire à tous ceux qui ne supportent plus l'ordre social et qui s'apprentent peut-être à s'abstenir parce qu'ils n'ont aucune illusion dans ce cirque électoral : ne restez pas seuls avec votre colère ! Ne restez pas isolés, impuissants et invisibles politiquement. Rejoignez-nous dans le vote et dans le parti qui incarne une politique pour changer toute la société.

ZEMMOUR ET LE PEN, JUMEAUX DE L'EXTRÊME DROITE

La campagne est marquée par un climat réactionnaire, pour ne pas dire raciste, parce qu'au lieu d'avoir un candidat d'extrême droite, on en a deux, avec Zemmour qui espère récolter les fruits de ce que Le Pen a semé. Et, pour ringardiser Le Pen, il en fait des tonnes.

Le Pen s'en prend à l'islamisme ? Zemmour s'en prend à l'islam. Le Pen flatte les policiers ? Zemmour leur promet le droit de tuer sans craindre la justice. Le Pen veut renvoyer les étrangers qui restent un an sans emploi ? Zemmour les renverrait au bout de six mois. Il promet même d'expulser deux millions d'étrangers, une déportation de masse qui ferait pâlir d'envie Trump, Orban et Bolsonaro réunis.

Pour parvenir aux salons



dorés de l'Élysée, Le Pen, l'ancienne candidate antisystème, parie sur un processus de dédiabolisation et travaille à se rendre plus humaine. Zemmour a choisi la stratégie opposée : il déverse sa bile raciste et organise toute sa campagne autour de son délire du « grand remplacement ».

S'il pose à l'intellectuel, c'est en historien révisionniste qui explique que la colonisation a été positive, que le capitaine Dreyfus était peut-être coupable, que la Révolution française était un complot, et que Vichy a protégé les Juifs français, dont 24 000 sont pourtant morts dans les camps nazis après avoir été livrés par la police de Pétain ! Eh bien, je peux vous dire qu'en matière d'histoire, mes élèves lycéens d'Aubervilliers en savent plus que ce charlatan !

Le Pen et Zemmour s'affrontent comme deux coqs dans un poulailler. Mais c'est la même démagogie de caniveau ! Les mêmes amalgames assimilant délinquance et terrorisme avec immigration. Ils sont les Dupont et Dupond de l'extrême droite !

Comme la droite, l'extrême droite a toujours roulé pour le grand patronat. Elle a toujours ardemment défendu la propriété capitaliste et justifié l'exploitation. Si Marine Le Pen daigne agiter quelques mesures

sociales, c'est uniquement pour essayer de capter une partie de l'électorat ouvrier, écœuré et désorienté par la gauche. Mais Zemmour n'en prend même pas la peine.

Au moment où les profits et les dividendes explosent, ce monsieur propose de baisser les impôts pour les plus riches. Quand les seniors sont mis au chômage ou en invalidité avant l'âge de la retraite, il veut le repousser à 64 ans ou 65 ans. Zemmour nous rappelle ainsi que tous les politiciens anti-immigrés sont toujours d'abord et avant tout antiouvriers.

Dans les classes populaires, ceux qui sont attirés par les sirènes nationalistes se trompent de camp. Qu'ils laissent ce vote aux aristocrates à particule, aux nostalgiques de Pétain et de l'Algérie française, aux généraux en retraite en mal de coup d'État, aux crânes rasés et aux nazillons !

Ce n'est pas le fait d'être considérés comme de bons Français qui permettra aux électeurs lepénistes de trouver un meilleur travail. Le fait d'avoir un prénom sonnante bien comme il faut aux oreilles de Zemmour ne les empêchera pas d'être exploités et méprisés. Et que les travailleurs immigrés aient moins de droits ne leur en rajoutera pas !

Zemmour veut expulser les immigrés des logements sociaux ? Mais ce n'est pas lui qui ira les construire ou les rénover demain. Il veut priver les étrangers du droit de se faire soigner à l'hôpital ; mais, sans les médecins, les infirmières et aides-soignants venus des quatre coins du monde, les hôpitaux publics fermeraient !

L'unique antidote à la poussée de l'extrême droite est que les travailleurs renouent avec leurs valeurs politiques : la conscience de constituer le camp de ceux qui triment dur pour gagner leur vie, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau et leurs croyances.

Les xénophobes et les racistes mettent en avant la préférence nationale et les Français d'abord ? Alors soyons nombreux à leur répondre: oui à la préférence de classe, les salaires d'abord, les emplois d'abord, les retraités et la jeunesse des classes populaires d'abord ! Le camp des travailleurs d'abord !

**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS
EST INTERNATIONAL.
LIBERTÉ DE CIRCULATION !**

Dans cette campagne marquée par le rejet des migrants, je suis particulièrement fière de dire « bienvenue » aux femmes et aux hommes forcés d'émigrer.

Oui, je suis l'une des rares candidates à considérer que les femmes et les hommes qui se massent à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, ceux qui essaient de traverser la Manche, la Méditerranée ou les Balkans à leurs risques et périls, font ou feront partie intégrante de mon camp, le camp des travailleurs.

Comme nous, ces femmes et ces hommes avaient un toit, une famille, une formation, un métier. Ils étaient cuisiniers, maçons, ingénieurs, médecins... Ils ont vu leur monde s'effondrer sous un déluge de bombes ou ont été chassés par la misère, et ont été forcés de quitter leur pays.

Alors je me place du point de vue de ces travailleuses et travailleurs. Quels sont leurs besoins ? Quels sont leurs intérêts ? C'est de pouvoir circuler, c'est de pouvoir passer les frontières, c'est de s'installer là où ils ont choisi d'aller, soit parce qu'ils parlent la langue du pays, soit parce qu'ils trouveront du soutien et qu'ils pensent pouvoir trouver un travail. La liberté de circulation et d'installation doit faire partie des droits que l'on doit arracher pour tous les travailleurs de la planète.



Les frontières ne sont là que pour les plus pauvres, pour les travailleurs en réalité. Car quand on a un portefeuille bien garni, passer une frontière est une simple formalité administrative. Jamais personne n'a traité un émir du Qatar ou un oligarque russe de migrant. Ce mot est réservé aux travailleurs, aux pauvres.

Alors il faut revendiquer la liberté de circulation et d'installation et se préparer à accueillir ces femmes et ces hommes comme des sœurs et des frères, parce que la plupart s'intégreront au monde du travail.

Demain, ils travailleront à nos côtés sur les lignes de découpe dans les abattoirs, dans les usines ou sur les chantiers. Ils et elles travailleront dans les hôpitaux et dans les entreprises d'aide à domicile. Ils seront maintenant à Amazon.

Ils seront nos sœurs et nos frères de travail, de souffrance, et si nous savons nous adresser à eux, ils seront nos sœurs et nos frères de combat. Et nul doute qu'avec leur expérience et leur courage ils seront des forces plus que précieuses dans le combat que nous avons à mener tous ensemble pour notre émancipation !

**VIVE
L'INTERNATIONALISME !**

Les candidats de tous les grands partis, du PCF au Rassemblement national, font un usage extraordinaire du mot France. Mais parler des intérêts ou de la grandeur de la France revient toujours à défendre les intérêts et la grandeur des Arnault, des Peugeot, des Michelin ou des Drahi.

La « patrie » que les classes dominantes voudraient nous voir vénérer ne promet qu'une vie de labeur de plus en plus dure pour les classes populaires. C'est ce qui avait amené Marx et Engels à écrire, dans le *Manifeste du parti communiste*: « Les prolétaires n'ont pas de patrie. »

Cet internationalisme est plus que jamais le nôtre, d'autant plus que raisonner à l'échelle d'un seul pays est complètement dépassé ! La pandémie, mais aussi la crise climatique ou la crise économique montrent que nous sommes interdépendants à l'échelle de la planète. Aucun pays ne peut s'en sortir seul. Il n'y a plus de solution à l'échelle nationale, il faut aller vers une coopération fraternelle de tous les peuples.

C'est impossible aujourd'hui, avec la bourgeoisie au pouvoir, car la bourgeoisie des pays riches, dont la bourgeoisie française, domine et exploite les pays pauvres comme elle domine et exploite les travailleurs ici.

C'est la domination des grandes puissances sur les pays pauvres et leur pillage qui conduisent au sous-développement et à des régimes aussi corrompus que dictatoriaux. La situation actuelle au Mali est le résultat de la politique de l'impérialisme français. C'est la concurrence et les rivalités entre impérialistes qui créent les tensions internationales, les menaces guerrières et terroristes que l'on connaît et que les



Suivi mondial des forêts dans le cadre du programme Global Forest Survey de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture de l'ONU).

populations des pays dominés payent plus que tout.

Là encore, la bourgeoisie nous mène dans l'impasse et l'avenir est incarné par le camp des travailleurs, parce que les travailleurs n'exploitent et n'oppriment personne. Et s'ils prennent le pouvoir, ils pourront instaurer des rapports égalitaires et fraternels avec les travailleurs des autres pays et trouver, avec eux, des solutions aux défis qui se posent à tous. Là, oui, le mot « humanité » prendra enfin toute sa signification.

LA QUESTION CLIMATIQUE ET L'ORGANISATION COMMUNISTE DE LA SOCIÉTÉ

Après un tel discours, les journalistes me demandent régulièrement pourquoi je me présente et si je veux réellement être présidente de la République.

En effet, je ne vise pas la présidence de la République, j'aspire à bien plus, parce qu'il faut changer toute la société, renverser le capitalisme ! Et cela ne se fera pas du haut de la présidence de la République, cela se fera par en bas, quand le monde du travail et la jeunesse révoltée relèveront la tête et s'attaqueront eux-mêmes à la dictature du grand capital.

Parce que c'est un gâchis sans nom. Un gâchis humain et un gâchis pour la planète.

Tant que nous considérerons les multinationales comme la chasse gardée des capitalistes, nous ne serons maîtres de rien. Nous pourrions crier à l'urgence climatique, discourir sur le meilleur type d'énergie à utiliser, sur les procédés les plus économiques en ressources naturelles ou encore sur le recyclage, mais ce sont les grands actionnaires qui décideront. Et en fonction de quoi, s'il vous plaît ? En fonction des perspectives de profits et de subventions publiques qu'ils pourront espérer arracher, mais pas en fonction des besoins vitaux des populations, ni en fonction de ce qui est urgent et bénéfique pour la planète.

Seuls les travailleurs au pouvoir peuvent prendre le problème de la crise climatique à bras-le-corps. Car ils organiseraient une économie collective, selon un plan élaboré démocratiquement, pour produire ni trop ni trop peu. Un plan pour répondre aux besoins de court terme, mais aussi pour anticiper et se projeter sur le long terme.

Le secteur bancaire collectivisé permettrait d'orienter les capitaux là où les besoins vitaux sont à satisfaire. On ne construirait plus d'avions Rafale ou de missiles nucléaires, et on pourrait utiliser les compétences des salariés de Dassault, de Thales ou de Safran pour plancher sur des transports collectifs plus propres, moins énergivores et mieux organisés.

Il serait possible de fusionner dans un même ensemble les Total, Exxon, EDF, Engie, la vingtaine de multinationales qui contrôlent les moyens de production énergétique dans le monde, pour coordonner leur activité et leurs plans d'investissements. On pourrait mettre en commun les compétences de leurs ingénieurs et le savoir-faire de leurs ouvriers et techniciens pour produire au moindre coût environnemental et humain.

Les capitalistes dévoient les immenses possibilités scientifiques et techniques. Avec les travailleurs au pouvoir, les satellites, utilisés aujourd'hui pour spéculer sur le cours des matières agricoles, pourraient servir à choisir les cultures les plus adaptées en fonction du climat, de la nature des terres et de la géographie.

L'exploration spatiale, que les capitalistes ont ravalée au rang d'expédition touristique pour riches, servirait à faire avancer la science.

En expropriant les grands moyens de production et en les collectivisant, on pourrait éradiquer la misère, la malnutrition, le manque d'eau potable, on pourrait enrayer le réchauffement climatique et cesser de surexploiter les ressources naturelles.

Les Gafam, utilisés aujourd'hui pour enrichir

quelques milliardaires et nous fliquer, pourraient se transformer en fantastiques outils d'organisation, de coordination, de recensement et de démocratie.

Le progrès n'est pas de détruire les multinationales et les liens économiques, sociaux et humains tissés à l'échelle mondiale, mais d'en faire des biens communs à l'humanité tout entière.

Mettre en commun les moyens de production, produire consciemment ce qui a été décidé démocratiquement, c'est cela le communisme. Et nous n'en avons jamais été aussi proches, parce que la socialisation de la production est déjà réalisée en grande partie, par le capitalisme lui-même, par ce processus incessant de concentration qui unit les travailleurs du monde entier dans un seul et même système productif.

Le capitalisme a ouvert la voie à une société collective : alors, vive le communisme !

IL FAUT CHANGER LA SOCIÉTÉ ET CELA CHANGERAIT L'HOMME

S'il est impossible d'imaginer dans ses moindres détails la société communiste, il est certain que, en plus de transformer l'organisation économique, elle transformerait les rapports humains et changerait l'homme.

Dans une société débarrassée de l'exploitation, des classes sociales et de toute cette hiérarchie qui condamne l'écrasante majorité à la soumission, le travail n'aurait plus rien à voir avec ce qu'il est aujourd'hui.

Plus personne ne serait assigné à vie aux travaux ingrats et monotones. Ils deviendraient des tâches assumées collectivement. Toutes et tous pourraient participer aux choix économiques et sociaux, ainsi qu'à leur mise en œuvre, et selon leurs goûts, leurs curiosités, leurs compétences, ils pour-

raient étudier et apprendre tout au long de leur vie.

Les préjugés racistes, xénophobes, nationalistes, comme les comportements individualistes, sexistes, misogynes, reculeraient, parce qu'ils ne seraient plus alimentés par les rapports de domination et d'oppression qui vont de pair avec l'exploitation.

Les comportements individuels, souvent violents, qui naissent des frustrations, des humiliations, pourraient disparaître.

Et on ne se définira plus par le pays dans lequel on est né, mais on aura conscience de faire partie d'une même humanité.

Quel progrès serait accompli si sept milliards d'êtres humains pouvaient accéder à un niveau de vie convenable et laisser s'exprimer leur intelligence et leur créativité ! Quelles richesses humaines découvrirait-on si nous pouvions tous consacrer le temps voulu à pratiquer les arts, faire du sport, parcourir le monde !

En luttant pour notre émancipation, nous nous transformons nous-mêmes !

Et c'est aussi ce que je veux dire dans cette campagne, en m'adressant spécialement aux jeunes. Cet avenir, il est possible, si vous vous autorisez à refaire le monde dans votre tête et si vous vous attellez à construire l'outil indispensable pour le faire naître : le parti révolutionnaire.

UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Ce ne sont ni les idées ni les perspectives qui nous manquent, c'est un parti pour les incarner et les faire vivre dans les classes populaires.

Le sentiment que tous les politiciens sont pourris, parce qu'une fois au pouvoir ils retournent leur veste, a conduit

les classes populaires à rejeter la politique, le militantisme et tous les partis, que ce soient des partis de politiciens ou des partis de militants, comme Lutte ouvrière.

Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Que les partis bourgeois soient, à l'image du système qu'ils défendent, des ramassis d'arrivistes, cela n'a rien d'étonnant. La seule conclusion à en tirer, c'est que les travailleurs qui ont pour perspective de changer la société doivent s'organiser dans leur propre parti.

Pas un parti comme les autres partis. Pas un parti de politiciens professionnels, mais un parti de salariés, de chômeurs, de retraités. Un parti composé et dirigé par des travailleuses et des travailleurs, capable de mettre en avant au jour le jour les intérêts des travailleurs contre la politique de la bourgeoisie.

Un parti ne vivant pas d'élections et de places dans les institutions, mais construit pour encourager les exploités à se défendre. Un parti capable à la fois de se battre pour les augmentations de salaire tout en défendant la perspective de l'abolition du salariat. Un parti capable de se battre pour des améliorations des conditions de travail tout en militant pour la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Un parti construit pour mener tous les combats contre l'exploitation, jusqu'au combat pour la prise du pouvoir.

Un parti qui place sa confiance dans la capacité du monde du travail, parce qu'en réalité c'est déjà grâce à lui que toute la société tient debout. Un parti convaincu donc que le monde du travail doit diriger la société à la place de la bourgeoisie, parce qu'il le fera bien mieux qu'elle.

Nous sommes tellement habitués à ce que les riches commandent et monopolisent le droit de diriger que nous ne



Aurélie Jochaud, Nathalie Arthaud, Jean-Pierre Mercier.

réalisons pas que nous pouvons le faire nous-mêmes. Les décisions, ils peuvent les prendre, mais si nous ne sommes pas là pour faire le travail et transformer leurs décisions en réalité, il ne se passe rien. C'est nous qui mettons en musique tout ce qu'ils décident du haut de leurs conseils d'administration.

C'est à nous que l'on demande de faire l'impossible.

Il faut réaliser que l'utilité sociale, c'est nous qui l'incarbons. Les actionnaires et le grand patronat n'ont aucun rôle dans la production. Leur utilité sociale est nulle. Autrement dit, c'est la bourgeoisie qui dépend de nous, pour tout, y compris pour lui faire à manger et garder ses enfants ! Nous lui servons à tout, elle ne nous sert à rien !

Il faut l'avoir en tête, parce que je vous garantis que les bons petits soldats que nous sommes finiront par se révolter !

J'insiste là-dessus, parce que tout cela est d'abord une question de conscience. Au travail, nous mettons beaucoup d'énergie, d'intelligence, de compétences et de dévouement ; c'est vrai aussi quand on élève des enfants ou que l'on s'occupe des anciens. Imaginez que l'on mette ne serait-ce que le

dixième de l'énergie que l'on donne à notre patron, pour fabriquer ses profits, à discuter entre nous, à nous organiser, à nous battre. C'est là que bien des choses pourraient avancer pour nous.

Alors, soyons conscients du pouvoir que nous avons de faire les choses nous-mêmes. Soyons conscients du pouvoir que nous avons de nous gouverner nous-mêmes.

Bien sûr, ce pouvoir, notre pouvoir, reste à construire. C'est un pouvoir qui ne peut être que collectif. Autrement dit, notre pouvoir, c'est notre organisation, c'est notre parti. Et cette campagne doit lui permettre de se renforcer.

Le combat politique que nous menons à l'occasion de cette présidentielle montre à tous les travailleurs qu'il y a un camp auquel ils peuvent se rattacher, un parti certes petit, mais sur lequel ils peuvent compter.

Quel que soit le poids de ma candidature dans les urnes, la politique que nous portons dans la campagne compte pour les travailleurs qui cherchent le moyen de se défendre. Elle encourage tous ceux qui essaient de s'organiser, et c'est cela le plus important.

Bien sûr, nous sommes à contre-courant, et nous le resterons tant qu'il n'y aura pas une remontée des luttes collectives. C'est d'ailleurs l'absence de ces luttes qui permet aux préjugés de fleurir, aux diversions de faire effet et aux démagogues de faire leur beurre en montrant du doigt des boucs émissaires.

Mais, même à contre-courant, nous pouvons avancer.

Nous allons porter les intérêts du monde du travail et nous trouverons de l'écho dans les entreprises et les quartiers populaires. Alors il faut mettre toutes nos forces dans cette campagne pour nous faire entendre.

Aidez-nous dans cette campagne. La possibilité de discuter, de faire réfléchir et de convaincre, en prenant le temps qu'il faut, c'est vous qui l'avez. Moi, sur les plateaux, dans les courtes interviews que je peux faire, je n'en ai pas la possibilité. Mais vous, vous le pouvez en discutant avec votre famille, vos camarades de travail, les voisins, les amis...

Pour que cette campagne soit réussie, il faut que ce soit la campagne de chacun d'entre nous. Il faut que ce soit une campagne militante.

Alors essayons de regrouper autour de ma candidature tous ceux qui sont révoltés. Tous ceux qui ne se résignent pas à un ordre social aussi inégalitaire, injuste et stupide. Et aidez-nous à construire ce parti qui nous manque tant.

Nous sommes minoritaires mais, dès qu'une épidémie de grèves se déclenche, ce sont ces idées-là qui aideront les travailleurs à aller le plus loin possible dans le combat. Et ce combat, il peut et il doit aller jusqu'à renverser le capitalisme et son cortège d'arriération et de barbarie, il doit aller jusqu'à changer le monde !



L'inflation, une forme de la guerre de classe

Après des années où l'inflation est restée sous les 2%, elle est de retour dans les pays occidentaux. Mois après mois, les prix augmentent. L'inflation annuelle atteint désormais 3% en France, 4 à 5% en Allemagne, 6 à 8% dans les pays d'Europe de l'Est et 7% aux USA. Tout indique qu'elle sera durable.

Les classes populaires payent de plus en plus cher l'essence, le chauffage, l'électricité, la construction ou l'entretien de leur logement, mais aussi de nombreux produits alimentaires. Pour elles, le retour de l'inflation signifie des privations supplémentaires. Pour TotalEnergies avec 16 milliards d'euros en 2021, et les grandes firmes capitalistes, en revanche, c'est un record de profits. L'inflation est l'un des mécanismes par lesquels la classe capitaliste réduit la part de richesses qui revient aux travailleurs.

LA MÉTHODE COUÉ DES ÉCONOMISTES

Depuis des mois, il y a de doctes discussions chez les économistes pour savoir si cette inflation sera passagère ou durable. Beaucoup répètent qu'elle n'est qu'un contrecoup de la pandémie du Covid; le résultat d'une pénurie conjoncturelle de certains matériaux, comme les semi-conducteurs, qui perturbe la construction automobile, de la désorganisation provisoire de la chaîne de production mondialisée et du transport maritime. D'autres invoquent les épisodes de chaleur extrême au Canada,

qui auraient provoqué des mauvaises récoltes de blé puis la spéculation sur les céréales, pour expliquer la flambée du prix de la farine ou des pâtes.

Janet Yellen, secrétaire au Trésor de Biden, ex-présidente de la Fed, la banque centrale américaine, affirmait le 1^{er} novembre : « *L'économie américaine n'est pas en surchauffe et, si l'inflation est plus élevée que ces dernières années, cela tient surtout aux perturbations causées par la pandémie de Covid-19.* » Moins péremptoire mais cherchant également à rassurer, Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, affirmait en décembre : « *La poussée d'inflation sera plus longue que prévu, mais temporaire. La hausse des prix atteint 4,5% en Allemagne. Elle ne devrait pas diminuer avant le courant 2022 en Europe.* » En septembre 2008, à la veille de la crise du système bancaire mondial, Lagarde, alors ministre de l'Économie de Sarkozy, affirmait sans rire que la crise était purement américaine et qu'aucun krach n'était à redouter...

En réalité, une fois de plus, les experts autoproclamés n'en savent rien. La raison fondamentale de cette incapacité à prévoir sérieusement l'inflation,

comme le chômage, la reprise économique ou les krachs boursiers, est que l'économie capitaliste fonctionne en aveugle, sans aucun plan rationnel, chaque capitaliste agissant pour son propre compte, en concurrence avec les autres et sans se préoccuper des conséquences de ses actes pour la collectivité. Cette économie ne se régule que brutalement, a posteriori. Si les groupes puissants en position de monopole sont capables d'anticiper, de provoquer ou d'accélérer les crises, du point de vue de la société leurs actions rajoutent du chaos et de l'incertitude.

Les économistes scrutent des indicateurs, échafaudent de nouvelles théories quand les précédentes sont prises en défaut, mais ils pérorent en aveugles. Patrick Artus, économiste pour la banque Natixis et chroniqueur prolifique dans la presse, le reconnaissait il y a quelques mois : « *Nous ne disposons plus d'une théorie pertinente de l'inflation.* »¹

L'une de ces théories affirme que l'inflation est provoquée par une trop grande abondance de monnaie par rapport aux biens réellement produits et échangés. Les banques centrales sont supposées réguler la masse monétaire en circulation, pour

¹ *Le Monde*, 13 juillet 2021.



Janet Yellen, secrétaire au Trésor, le 24 octobre 2021, au sujet de l'inflation : « Je m'attends à une amélioration d'ici le milieu à la fin 2022. »
Sur le bandeau : « Les prix des produits d'épicerie et de l'essence s'envolent alors que l'inflation grimpe. »

maintenir l'inflation en dessous des 2 %, par les taux d'intérêt qu'elles proposent aux banques. Or depuis plusieurs décennies, avec des coups d'accélérateur comme la crise financière de 2008, sous prétexte de favoriser les investissements, de rassurer les capitalistes en leur offrant un crédit bon marché et illimité, les banques centrales ont émis de la monnaie en masse, sous des formes variées. Elles ont multiplié les prêts à des taux de plus en plus bas, racheté des titres divers, des dettes souveraines ou des obligations d'entreprises. Ces injections monétaires se sont intensifiées depuis 2020, avec la pandémie et les diverses déclinaisons du « quoi qu'il en coûte ».

Et pourtant, au grand étonnement des économistes, cette masse monétaire n'avait pas provoqué, jusqu'à présent, une inflation massive. Ces liquidités alimentaient la finance et la spéculation sur toutes sortes de supports, facilitaient les fusions-acquisitions, les rachats d'actions et autres opérations monétaires, mais elles n'entraînaient pas une augmentation des prix des produits industriels et des marchandises en circulation.

Signe du caractère incontrôlable de l'économie capitaliste, on peut noter qu'aujourd'hui

que l'inflation revient, et dépasse largement les 2 %, les banques centrales ne relèvent pas ou très peu leurs taux. La bourgeoisie est tellement dopée à l'argent facile, l'endettement public ou privé est si massif et si généralisé, qu'un retour à des taux élevés pourrait provoquer des faillites et accélérer la crise. Cela fait hésiter les banquiers centraux, qui cherchent des justifications et minimisent le retour de l'inflation, pour ne pas rehausser leurs taux.

Même sans inflation générale, cette création monétaire avait une multitude d'effets néfastes pour l'économie productive et pour les classes populaires. Y compris sur le terrain des prix. La spéculation a provoqué plusieurs fois une flambée du prix des matières premières agricoles, provoquant des épisodes de crise alimentaire, comme en 2009. La spéculation sur l'immobilier a entraîné le renchérissement du prix des logements. Mais, jusque-là, cela touchait peu les prix des produits manufacturés, qui sont restés globalement stables.

Une des raisons de cette longue stabilité des prix est que les salaires sont tirés vers le bas depuis plusieurs décennies par de multiples moyens : la pression du chômage, la précarité

des travailleurs, l'augmentation des cadences et de l'intensité du travail, la déqualification des postes entraînée par l'informatisation, les délocalisations vers des pays où les salaires sont bas. Le coût du transport a lui aussi longtemps été maintenu à un bas niveau, en exploitant des marins, en accélérant et simplifiant les opérations de déchargement aux dépens des dockers, en développant des porte-conteneurs géants, souvent enregistrés sous des pavillons de complaisance. Toutes ces causes cumulées ont contribué à contenir les prix des produits manufacturés.

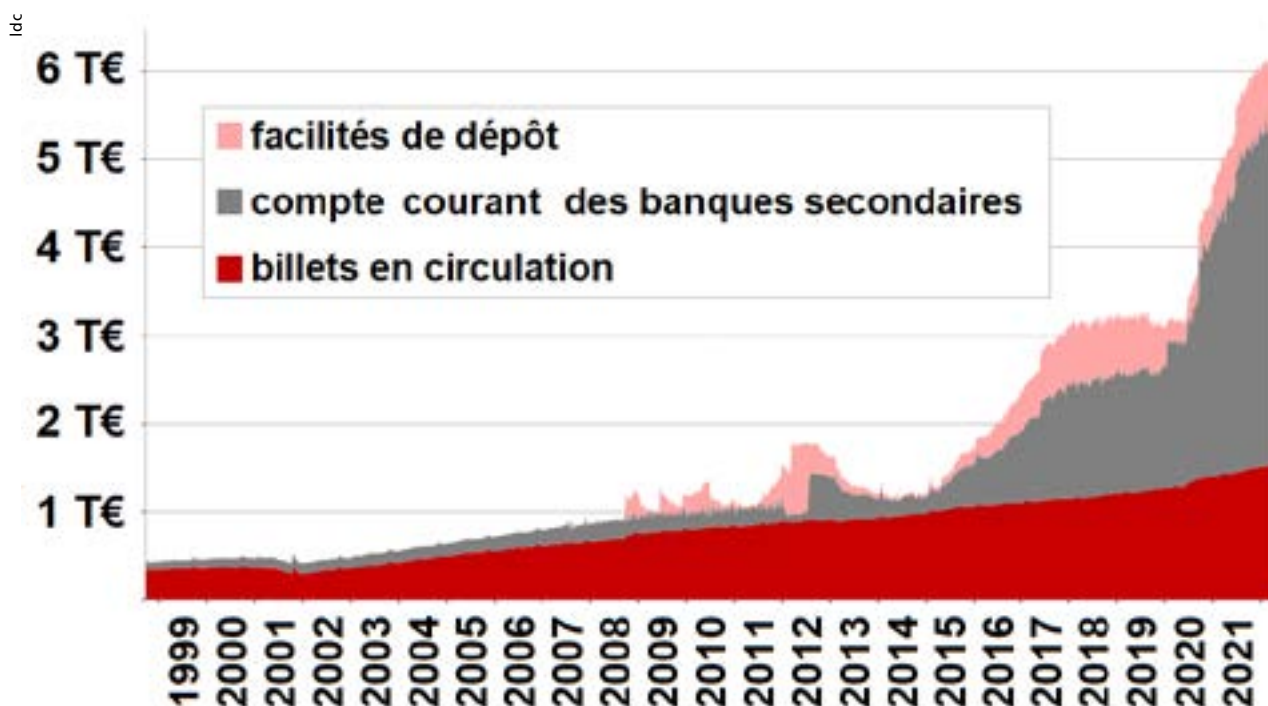
LES SURPROFITS DES GRANDS GROUPES EN SITUATION DE MONOPOLE

Cette période est révolue et les prix de production sont en train d'augmenter. Aux causes conjoncturelles avancées par les économistes s'ajoutent des causes plus profondes. Et les deux sont liées. La pandémie a agi comme un révélateur et un accélérateur des contradictions de l'économie et de la concurrence entre les capitalistes.

L'inflation est une manifestation de la lutte entre les capitalistes pour se répartir la plus-value et, au bout du compte, puisqu'à la fin ce sont les classes populaires qui paient, de la lutte des classes entre les travailleurs et les capitalistes. Dans une interview du 8 février 2022, Artus le formule ainsi : « L'inflation arrive lorsque les entreprises estiment que leurs marges bénéficiaires sont trop basses : elles réagissent donc en augmentant leurs prix de vente. L'inflation résulte donc toujours d'une tentative par les entreprises de redressement de leur profitabilité. »²

Si l'absence de planification et d'anticipation a pu expliquer les pénuries de semi-conduc-

² Interview à *Philosophie Magazine* en ligne, 8 février 2022.



Base monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), sous diverses formes, entre 1999 et 2021 (1 T€ = mille milliards d'euros). Source : BCE

teurs, de composants divers et de matières premières lors du redémarrage laborieux de l'industrie et des transports après les confinements, les pénuries ont été amplifiées et même organisées par les grands groupes en situation de monopole, qui ont pu réaliser des surprofits.

Dans le transport maritime, quatre compagnies, Maersk, CMA-CGM, MSC et, dans une moindre mesure, le chinois Cosco, dominent le transport par conteneurs. En 2020 et 2021, elles ont délibérément organisé la pénurie de conteneurs, privilégiant les routes maritimes les plus rentables, ce qui a fait exploser les prix. Ainsi un voyage Chine-États-Unis, qui coûtait 2 000 dollars par conteneur avant la pandémie, pouvait atteindre jusqu'à 20 000 dollars à l'automne 2021. Le prix du transport d'un conteneur sur la ligne Shanghai-Rotterdam a été multiplié par 6,5. Sans surprise, les profits des compagnies maritimes se sont envolés. Le danois Maersk vient d'annoncer un bénéfice historique de 18 milliards de dollars pour l'année 2021, multiplié par six par rapport à

2020. Quant au français CMA-CGM, qui n'a pas encore publié ses résultats 2021, ses bénéfices ont été multipliés par 10 au troisième trimestre !

Ces augmentations dans le transport maritime sont répercutées sur le prix des marchandises transportées, des produits finis à la multitude de fournitures ou de produits semi-finis qui sont utilisés dans l'industrie. En 2021, les constructeurs automobiles ont beaucoup communiqué sur les pénuries de semi-conducteurs qui mettaient leurs chaînes de production à l'arrêt. Ils ont fabriqué moins de véhicules que les années précédentes, mais gagné plus d'argent. Ainsi, Stellantis vient d'annoncer 12 milliards d'euros de profits pour l'année 2021, avec un chiffre d'affaires en hausse alors qu'il a produit 30 % de véhicules en moins que les années précédentes. Les constructeurs ont moins produit, mais des modèles plus chers. C'est une forme de malthusianisme. Pour les consommateurs, la restriction du nombre de véhicules fabriqués se traduit par des augmentations de prix, y compris

celui des véhicules d'occasion, qui se raréfient.

LA MONTÉE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

C'est dans le secteur de l'énergie, monopolisé depuis plus d'un siècle par quelques grands groupes, que la flambée des prix est la plus spectaculaire. Le cours du baril de pétrole brut s'approche des 100 dollars pour la première fois depuis huit ans. Il a augmenté de 60 % en un an. Fin décembre, le cours du mégawattheure (MWh) de gaz naturel atteignait 140 euros sur le marché à court terme de Rotterdam, en hausse de 60 % sur l'année 2021 ; celui du MWh de l'électricité atteignait 450 euros sur le marché européen de l'électricité, le double des moyennes habituelles.

Les compagnies et les commentateurs avancent une multitude d'explications particulières pour expliquer ces hausses : plus de demande avec le redémarrage post-Covid, l'augmentation par l'Union européenne de la taxe sur le CO₂ émis par

MOHAMED ABD EL GHANY Reuters



Un porte-conteneurs de la compagnie Maersk, sous pavillon de complaisance.

les industriels, les tensions géopolitiques avec la Russie, un hiver trop froid après un été trop chaud, la mise à l'arrêt temporaire de nombreuses centrales nucléaires en France...

Toutes ces raisons, si réelles soient-elles, servent d'écran de fumée aux trusts de l'énergie, à commencer par les compagnies pétrolières, qui se sont visiblement entendues pour faire payer aux consommateurs, par anticipation, le coût de la transition énergétique qu'ils ont longtemps retardée par tous les moyens. La production et la distribution de l'énergie reposent sur un nombre restreint de grands trusts en position dominante : dix entreprises, dont les cinq Majors, ExxonMobil, BP, Total, Shell et Chevron, dominent le secteur pétrolier et gazier mondial ; une dizaine de groupes, dont Enel, Engie, EDF, E.ON, se partagent le marché européen de l'électricité. Ces compagnies maîtrisent toute la chaîne, de la production à la distribution. Elles savent ouvrir ou fermer les robinets, laisser opportunément à l'arrêt ou en maintenance des installations pour faire grimper les prix, stocker ou déstocker du gaz et du pétrole. La meilleure

preuve que la flambée des prix de l'énergie profite directement à ces groupes, ce sont leurs bénéfices en 2021 : 23 milliards de dollars pour ExxonMobil ; 20,5 milliards pour Shell ; 15,6 pour Chevron ; 16 milliards de dollars pour TotalEnergies, un record depuis quinze ans.

Manifestement, ces groupes rééditent l'opération réalisée dans les années 1970 : organiser une pénurie artificielle pour provoquer une hausse spectaculaire des prix et engranger des surprofits. Dans les années 1970, le prétexte invoqué pour prendre toute la planète à la gorge était la raréfaction – et même la prétendue disparition ! – des réserves pétrolières et la nécessité de réaliser de coûteux investissements dans l'offshore ou les schistes bitumineux. Aujourd'hui, le prétexte est la transition énergétique, le passage des moteurs thermiques aux moteurs électriques d'ici 2040. Mais le but est le même : augmenter les profits des trusts de l'énergie.

En position dominante, ces trusts imposent ces hausses aux autres capitalistes, en particulier ceux de la sidérurgie ou de la chimie, dont le budget éner-

gie pèse lourd dans les coûts de production. Ainsi, en novembre dernier, le sidérurgiste Ascoval avait menacé de délocaliser vers l'Allemagne la production de Saint-Saulve dans le Nord, car sa facture d'électricité avait augmenté de 40 %. Il a réussi son chantage, puisque l'État français lui a garanti des contrats revus à la hausse avec Réseau ferré de France, lui a accordé des réductions sur la taxe carbone et un nouveau contrat avec EDF. En répercutant en cascade ces hausses sur toute la chaîne de production, la classe capitaliste fait payer les futurs investissements aux consommateurs.

Comme toujours, c'est l'État qui paiera l'essentiel des investissements nécessaires pour la transition énergétique. Cela prendra, et a déjà commencé à prendre, toutes les formes habituelles : aides et subventions pour construire des usines de batteries ou les nouvelles chaînes de montage des véhicules électriques, construction du réseau de bornes de recharge et bien sûr la construction des nouvelles centrales électriques, qu'elles soient éoliennes ou nucléaires. Tous ces investissements pourraient représenter une centaine de milliards d'euros³ par an de commandes garanties pour les capitalistes du BTP, de la filière nucléaire et de l'industrie en général. Chacun avec ses mots et ses projets, de Macron à Mélenchon, les candidats à diriger les affaires de la bourgeoisie s'y engagent. Macron vient de lancer son plan de relance du nucléaire. Mélenchon dit qu'il veut sortir du nucléaire, mais a promis, face à Roux de Bézieux, patron du Medef, que les milliards d'impôts supplémentaires qu'il prétend vouloir imposer aux entreprises leur reviendront au centuple sous forme de commandes d'éoliennes ou autres matériels.

³ « La transition énergétique va exiger un supplément d'investissements, que l'Agence internationale pour les énergies renouvelables estime à 4,2 % du PIB au niveau mondial pour les trente prochaines années (en France, 100 milliards d'euros par an pendant trente ans) ». Patrick Artus, *Le Monde*, 30 janvier 2022.

LES INTÉRÊTS
DES TRAVAILLEURS
CONTRE CEUX DU CAPITAL

Quel que soit l'angle sous lequel on regarde ces questions, la facture sera présentée aux travailleurs. Les centaines de milliards investis par l'État au service des capitalistes ne le seront pas dans les hôpitaux, les Ehpad ou les écoles. La dette publique qui va encore gonfler s'ajoutera à la hausse du prix de l'énergie pour nourrir l'inflation de tous les produits vitaux pour les travailleurs.

Certains économistes le disent ouvertement. Ainsi Patrick Artus: «*La transition énergétique rapide va d'abord faire apparaître une hausse forte du prix de l'énergie, ainsi que de certains biens. Les estimations montrent que le prix de l'énergie pourrait plus que doubler (en euros constants) dans les vingt prochaines années. [...] Les ménages modestes vont donc être confrontés à cette hausse forte des prix de l'énergie et aussi à celle des voitures.*»⁴

Le 18 décembre dans *le Monde*, il ajoutait: «*La transition énergétique va initialement détruire du capital et les emplois liés à ce capital (dans les énergies fossiles, la production de biens intermédiaires gros consommateurs d'énergies fossiles, la production de voitures thermiques, etc.).*» En plus d'un effondrement de leur pouvoir d'achat, Artus annonce aux travailleurs qu'ils vont perdre leurs emplois. Décidément, l'avenir offert par le capitalisme aux classes populaires, c'est du sang et des larmes!

Les travailleurs sont donc prévenus: s'ils ne veulent pas

tomber dans la pauvreté, la seule voie est d'engager le combat contre le patronat pour arracher des augmentations générales massives des salaires et des retraites. Les salaires doivent être intégralement payés par le patronat en prélevant sur ses immenses marges (rappelons les 137 milliards d'euros de profits en 2021 pour les seules entreprises du CAC 40!) et pas par l'État, sous forme d'exonérations de cotisations sociales ou de primes diverses, comme le proposent la plupart des candidats à la présidentielle. Comme le développe Nathalie Arthaud dans cette campagne, le minimum pour vivre c'est 2 000 euros net par mois. Cela paraît impossible? Mais aucune augmentation ne sera concédée sans une lutte déterminée. Les nombreuses grèves engagées un peu partout en France sur les salaires le montrent: même pour arracher 50 ou 60 euros d'augmentation annuelle, les travailleurs doivent se battre. Arracher 200 ou 500 euros d'augmentation demandera le même niveau de combativité, la même détermination! Imposer de telles augmentations ne pourra pas se faire entreprise par entreprise, secteur par secteur. Le patronat ne les concédera que s'il craint une contagion des luttes, une explosion sociale.

Pour ne pas être immédiatement rattrapés par l'inflation qui grimpe, après un tel rattrapage, les salaires et les pensions devront être indexés sur les prix. Les salaires, les pensions et les allocations doivent augmenter au rythme des hausses que l'on mesure en faisant le plein d'essence ou en remplissant son chariot en faisant les courses. Cette indexation des salaires doit s'accompagner du contrôle,

direct, par les consommateurs, par les travailleurs, de l'évolution des prix.

Toutes ces mesures, déjà formulées dans le *Programme de transition* rédigé par Trotsky en 1938, programme lui-même repris de toute l'expérience du mouvement communiste, sont des mesures de combat qui opposent les intérêts des travailleurs à ceux des capitalistes. Elles ne visent pas à les concilier, comme le font les réformistes de tout poil qui proposent à la bourgeoisie et ses représentants une « politique industrielle » ou « une politique de la demande », en leur expliquant qu'un fort pouvoir d'achat pour les classes populaires serait bon pour les affaires. Elles visent au contraire à faire prendre conscience aux travailleurs que, dans la jungle qu'est l'économie capitaliste, aucune conciliation n'est durablement possible. Toute concession est rapidement reprise.

Fondamentalement, la seule et unique voie pour supprimer l'inflation, c'est-à-dire empêcher qu'un nombre de plus en plus restreint de grandes fortunes accaparent les richesses créées par les travailleurs pendant que l'immense majorité de la population s'appauvrit, c'est d'arracher le pouvoir aux capitalistes et de les exproprier. Les grands groupes utilisent aujourd'hui leurs puissants moyens de recensement, de planification et de production pour faire monter les prix et gonfler leurs profits. Aux mains des travailleurs, ces mêmes moyens pourront être utilisés pour satisfaire tous les besoins humains, en minimisant le temps de travail humain et les coûts énergétiques et environnementaux.

15 février 2022

⁴ *Les Échos*, 11 octobre 2021.



Bolloré, un archétype de capitaliste

Les conquêtes de Bolloré dans le secteur des médias, tout comme son soutien à Zemmour, longtemps omniprésent sur CNews dont il est le propriétaire, défraient la chronique depuis des mois. Au travers de Vivendi, dont il a pris le contrôle en 2014, le capitaliste breton est en train de construire un véritable empire médiatique. Il contrôle Universal Music, le numéro un mondial du secteur de la musique, C8, Canal +, CNews, Havas (la cinquième agence mondiale de publicité), Editis (qui englobe Nathan, Plon ou encore Laffont), des titres de la presse écrite : *Capital*, *Femme actuelle*, *Voici*, *Gala*... Il possède déjà 27,64 % du capital du groupe d'Arnaud Lagardère, propriétaire d'Europe 1, de *Paris-Match*, du *Journal du dimanche* et du leader français du secteur de l'édition, Hachette, et se prépare à l'avaler entièrement suite à une offre publique d'achat lancée il y a peu.

« S'agissant de la stratégie du groupe Vivendi comme de celle de Canal+, je vais être clair, déclarait Vincent Bolloré dans *Challenges* en juillet 2014, *il n'y a que moi qui parle.* » Et l'on pourrait ajouter : et qui décide. En 2015, deux mois après la prise totale de contrôle de Canal+ par son groupe, Vivendi, Bolloré exigeait de son directeur qu'il déprogramme une enquête sur le Crédit mutuel, banque avec laquelle Vivendi a de nombreux liens d'intérêt, selon Mediapart. Le patron de Vivendi a maintes fois montré sa volonté de placer ses relations aux différents postes et d'imposer ses vues sur à peu près tout.

Le maître, c'est lui. Il dirige l'entreprise Vivendi comme toutes celles du groupe : elle doit rapporter beaucoup d'argent, et les salariés, du bas au haut de l'échelle, doivent obéir au doigt et à l'œil. Bolloré le revendique publiquement, cyniquement pourrait-on dire. Il n'est cependant en rien différent de toute sa classe sociale, cette bourgeoisie qui tire ses milliards de l'ex-

ploitation de travailleurs aux quatre coins du monde et attend du pouvoir politique qu'elle a construit qu'il serve fidèlement ses intérêts.

UN MILLIARDAIRE ISSU D'UNE VIEILLE FAMILLE BOURGEOISE

Le groupe Bolloré, classé au 538^e rang mondial du classement des entreprises les plus riches, et au 14^e rang français, ne tire qu'en partie sa richesse de Vivendi et de son poids économique dans les médias. La multinationale a investi au fil des années dans le secteur des batteries électriques, dans la logistique pétrolière, les plantations de palmiers à huile et d'hévéas en Asie et en Afrique, et surtout dans de très nombreuses infrastructures portuaires en Afrique. L'exploitation des 81 000 salariés du groupe, qui sont répartis dans 130 pays, lui a permis d'afficher en 2020 un chiffre d'affaires de près de 25 milliards d'euros.

La famille Bolloré est seule, ou presque, aux commandes du groupe devenu tentaculaire. Elle conserve 64% du capital de la société cotée. Son patrimoine est estimé à 9 milliards d'euros, certes très loin derrière celui de Bernard Arnaud, le patron de LVMH, qui s'élève à 190 milliards d'euros. Cela lui assure le train de vie digne d'une famille de la grande bourgeoisie. Les Bolloré disposent du manoir familial de Beg Meil, situé dans le Finistère. Vincent Bolloré et ses fils résident dans le 16^e arrondissement de Paris, dans une des demeures de la villa Montmorency. Il s'agit d'un vaste espace soigneusement gardé, totalement privé – en franchir les grilles suppose d'y avoir été autorisé par l'un de ses habitants – composé d'une cinquantaine de « maisons unifamiliales de campagne et d'agrément » de 300 à 800 m² habitables, sur des parcelles de 3 000 m² chacune. Bolloré vaque à ses affaires en se déplaçant en jets privés, dont son Bombardier *Global Express* d'une valeur de

52 millions de dollars. À cela, on peut ajouter le *Paloma*, un yacht de 65 mètres de long, celui qui a accueilli Sarkozy après sa victoire aux élections de 2007; une villa de 450 m² située dans la baie des Canoubiers, proche de Saint-Tropez, disposant, comme il se doit, d'un accès direct à la mer; deux domaines viticoles de plus d'une centaine d'hectares au total; et l'île du Loc'h, la plus grande de l'archipel des Glénan, propriété de la famille depuis 1924. On en oublie certainement. Le patriarche veille à ce que cette fortune personnelle et professionnelle reste dans la famille. Yannick, un des trois fils Bolloré, est PDG d'Havas et président du conseil de surveillance de Vivendi. Cyrille, le benjamin, préside Bolloré Transport & Logistics, dont une des filiales est Bolloré Africa Logistics. Il succédera à papa à la tête du holding. Marie doit se contenter du secteur des batteries électriques. On compte peu sur les femmes dans la famille.

Vincent Bolloré est lui-même issu d'une vieille famille bourgeoise qui a entretenu des liens très étroits avec nombre de présidents et de hauts fonctionnaires qui sont leurs obligés. Comme le souligne Jean Bothorel, son biographe et ami, journaliste à *La Vie catholique* puis à *L'Expansion* et au *Figaro*: «*En Bretagne, c'était une famille extraordinairement riche qui vivait à égalité des grandes familles d'Europe, les Rothschild, les Peugeot [...]. Il [Vincent Bolloré] ne sort pas d'un fils d'archevêque.*»¹

La papeterie créée en 1822 à Ergué-Gabéric, en Bretagne, par Nicolas Le Marié et son beau-frère Jean-Guillaume Bolloré, puis dirigée à partir de 1861 par Jean-René Bolloré, devint rapidement une des plus importantes de la région. L'affaire



Les cadres, secrétaire, contremaîtres de la papeterie, autour de leur patron René Bolloré (assis, le troisième à partir de la gauche) en 1911.

familiale prospéra en exploitant des dizaines d'ouvriers. Le travail y était particulièrement difficile, surtout celui des ouvrières, comme en témoigna Marianne Saliou, une ancienne ouvrière de l'usine d'Odet. «*Les femmes de la chiffonnerie [...] mettaient sur leur dos [les chiffons] dans de grandes serpillières, racontait-elle. On ne voyait que leurs jambes qui marchaient, tout le reste était caché par les serpillières... À la machine à papier, il n'y avait pas de rouleau sécheur. Les femmes faisaient sécher le papier qui était épais sur la lande et les branches des arbres. Il fallait le surveiller. Quand il pleuvait, on le ramassait.*»²

Les papeteries fabriquaient entre autres du papier pour les missels. Les Bolloré étaient des patrons catholiques. Pour garantir le calme social et éloigner les ouvriers de la tentation de s'organiser, ils comptaient sur la messe, qu'ils avaient rendue obligatoire. En 1929 encore, les ouvriers de chez Bolloré avaient l'obligation de s'inscrire à l'école privée catholique. Vincent Bolloré perpétue la tradition puisque, outre son application à assister à la messe, il continue de financer des établissements scolaires

catholiques.

Les usines d'Odet et de Cascadec finirent par se spécialiser dans la fabrication du papier à cigarettes. La marque OCB, sigle de Odet-Cascadec-Bolloré, naquit en 1918 et fournit longtemps les géants américains du tabac. En 1950, une cigarette sur dix consommée dans le monde était roulée dans du papier OCB. À cette fabrication s'ajouta celle de film polypropylène destiné à la production de condensateurs. Les usines Bolloré en devinrent les plus gros producteurs, couvrant 30% du marché mondial. Puis, dans les années 1960, outre le marché du papier à cigarettes et du papier de condensateurs, l'entreprise fabriqua du papier carbone. Elle était le premier producteur européen de sachets de thé, le numéro un du papier bible – tradition catholique oblige – et le fournisseur attitré de Gallimard pour sa collection de la Pléiade.

DES BIENS, MAIS SURTOUT DES LIENS

Vincent Bolloré eut donc une enfance facile et dorée grâce à l'argent de papa. Il grandit dans l'hôtel particulier propriété de

¹ *Vincent Bolloré, un ami qui vous veut du bien ?* diffusé sur France 2 dans Complément d'enquête, le 7 avril 2016, et réalisé par Tristan Waleckx et Matthieu Rénier, qui ont remporté le prix Albert-Londres audiovisuel 2017 pour ce reportage. Vincent Bolloré engagea deux procédures – qu'il perdit – contre France Télévisions et les auteurs.

² Propos recueillis en 1979 par Jean Guéguen et Jean Cognard, cités dans la biographie de Jean Bothorel *Vincent Bolloré, une histoire de famille*, Picollec, 2007.

la famille, situé sur l'avenue du maréchal Maunoury en bordure du bois de Boulogne, où étaient régulièrement conviés le baron de Rothschild, Édouard de Ribes, le patron de la banque Rivaud, ou encore les Dassault. On pouvait y croiser également Georges Pompidou, futur président de la République et alors directeur général de cette même banque Rothschild, ou encore François Mitterrand. Grâce aux relations de son père, Vincent Bolloré se fit embaucher à la Compagnie financière Edmond de Rothschild. L'entreprise familiale battant de l'aile, en 1981, avec son frère, il réussit à éviter la faillite grâce à un prêt de Rothschild. Les ouvriers des usines qu'il restructura n'eurent pas ces possibilités: une baisse de salaire, «à prendre ou à laisser», leur fut imposée.

Ce jeune entrepreneur partit à la recherche d'autres financements, une quête grandement facilitée par ses relations familiales. Avec l'argent prêté, dès 1985, il se lança dans diverses opérations boursières qui lui permirent de racheter un certain nombre de sociétés ou d'en prendre le contrôle. Les années de la gauche au gouvernement lui furent tout aussi favorables que celles où la droite revint au pouvoir.

Il sut tout au long de ces années s'entourer d'«amis» de tous bords. On trouve dans son entourage aussi bien un ancien ministre socialiste, Jean Glavany, nommé en 2003 au comité stratégique du groupe, qu'un Michel Calzaroni, ex-militant du groupe d'extrême droite Occident, ancien directeur de la communication du CNPF (l'ancêtre du Medef), ou encore un Ange Mancini, ex-patron du Raid, devenu conseiller de Bolloré. Une journaliste, autrice de *On achète bien les cerveaux* et de *La publicité et les médias*, ra-

conte: «*Bernard Kouchner, Michel Barnier ou Jean-Louis Borloo ont été invités au mariage du fils Yannick, président-directeur général de Havas. Madame Valérie Pécresse, candidate Les Républicains, connaît bien, elle aussi, l'entreprise: son père, Dominique Roux, présida la filiale Bolloré Telecom. Quant à Monsieur François Hollande, son conseiller Bernard Poignant, ancien maire socialiste de Quimper et ami de trente ans de Monsieur Bolloré, lui servait de trait d'union avec l'homme d'affaires.*»³

Les hautes sphères de l'État lui rendirent nombre de services pour l'aider à conclure de très bonnes affaires, en Afrique en particulier. Ce continent devint en effet la base du développement de son groupe, qui s'implanta progressivement dans quarante-six pays du continent africain, investissant dans le rail, les plantations agricoles et surtout le transport de marchandises.

LES AFFAIRES AFRICAINES

Vincent Bolloré profita largement des privatisations imposées aux pays africains par le FMI à partir des années 1980, pour prendre pied sur le continent africain. En 1986, il prit le contrôle de la SCAC (Société commerciale d'affrètement et de combustible), dont l'activité consiste à assurer le transit des marchandises entre la France et l'Afrique. La SCAC fut créée au temps des colonies, par la famille Fossorier, la famille de sa première femme, puis revendue au groupe Suez. En 1986, Suez souhaita se défaire de sa participation majoritaire. Alors que plusieurs groupes étaient sur les rangs, le groupe Bolloré emporta le morceau grâce à l'argent du banquier Bernheim: encore et toujours une affaire de rela-

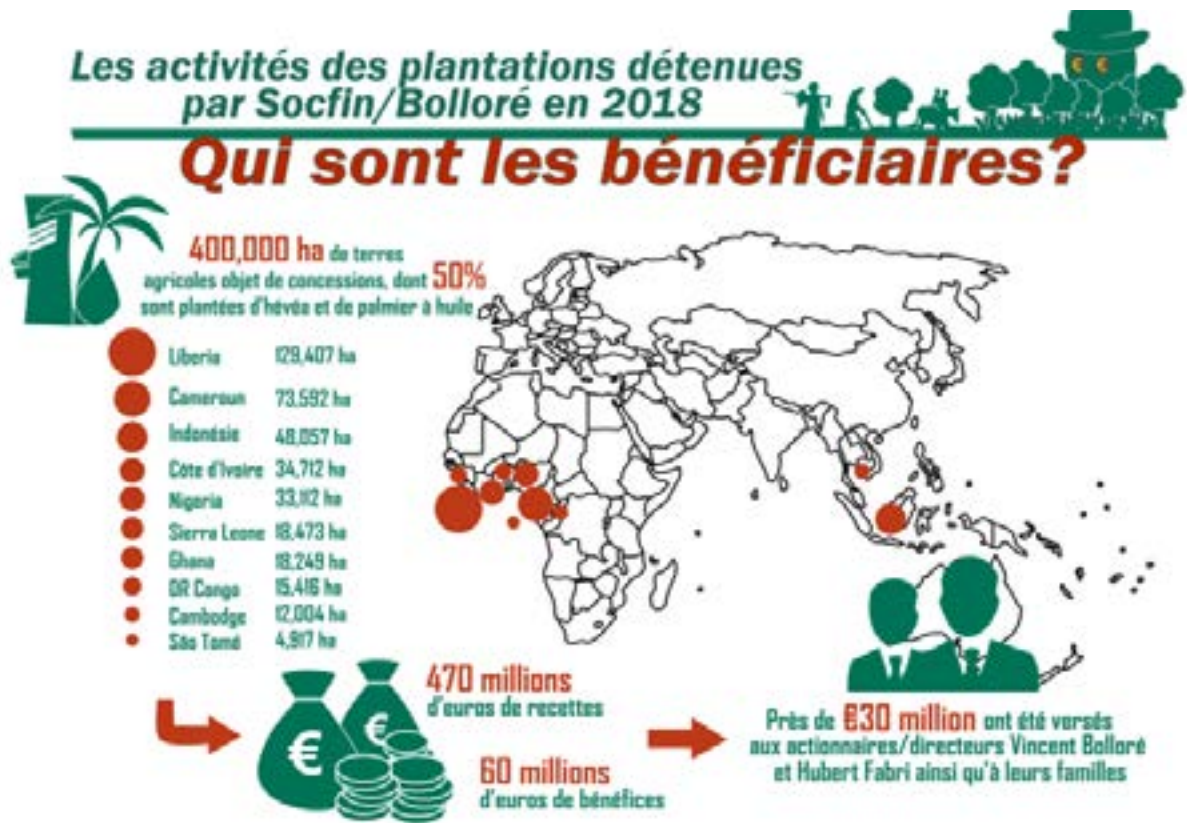
tions. Peu après, il s'attaqua à l'un des magnats du transport maritime vers l'Afrique, l'armateur Delmas-Vieljeux. Une bataille boursière et juridique féroce s'engagea en 1991 entre Tristan Vieljeux et Bolloré, dont ce dernier sortit vainqueur et à la tête de la totalité du groupe maritime.

Les privatisations permirent également de mettre la main sur des dizaines de milliers d'hectares de plantations. La Socapalm (Société camerounaise de palmeraies), anciennement société d'État, fut privatisée en 2000. Elle est aujourd'hui une filiale de la Socfin (Société financière des caoutchoucs). Le groupe Bolloré, détenant près de 39% du capital de la Socfin, exerce donc un contrôle sur Socapalm. Celle-ci est à la tête de plusieurs plantations de palmiers à huile concédées pour soixante ans, ainsi que d'usines de pressage et de raffinerie d'huile. Plusieurs milliers de personnes, en comptant les sous-traitants, y travaillent. En 2016, une enquête de France 2 réalisée dans l'une de ces palmeraies montrait des ouvriers payés à la tâche, moins d'un euro par jour, travaillant sans protection. De vieux travailleurs, comme des jeunes encore mineurs, vivant tous dans des logements vétustes sans électricité, sans eau, sans aménagements d'aucune sorte⁴. Sur une des concessions de 16 500 hectares, un témoin rapportait⁵: «*Les femmes des villages alentours ramassent [les fruits du palmier], moyennant 250 francs CFA (38 centimes d'euro) le sac de 35 kg. Les coupeurs viennent, eux, majoritairement des montagnes pauvres du nord-ouest anglophone du pays, et sont payés au poids par des sous-traitants.*» Selon plusieurs ONG, la Socapalm mène des campagnes d'intimidation afin d'exproprier

³ *Le Monde diplomatique*, janvier 2022.

⁴ Voir note 1.

⁵ *Le Monde*, 21 août 2017.



Les plantations de la Socfin dont Bolloré est actionnaire (source : *Unravelling the Socfin Group*).

les communautés locales et de confisquer leurs terres. Ces pratiques ne se cantonnent pas au Cameroun.

La possession de presque tous les ports d'Afrique de l'Ouest, au travers de Bolloré Africa Logistics, a fait la fortune de la multinationale. Elle est aujourd'hui concessionnaire de vingt et un terminaux à conteneurs. Elle gère également trois concessions ferroviaires et assure la logistique et le transit des opérations de dédouanement et de transport de marchandises. Bolloré Africa Logistics emploie 25 000 personnes, soit un quart des effectifs du groupe dans le monde. En 2020, elle générerait 2,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Selon une étude d'Exane BNP Paribas datant de 2012, le continent africain représentait près de 80% des profits de la multinationale.⁶

Pour parvenir à un tel résultat, il fallut arracher les concessions portuaires. Bolloré dut pour cela cultiver des

liens privilégiés avec des dictateurs africains, qui lui cédèrent ces concessions en échange de faveurs sonnantes et trébuchantes. Tout cela se fit avec la complicité active de représentants de l'État français. Michel Roussin, l'ancien directeur de la DGSE, le « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, ancien ministre de la Coopération du gouvernement Balladur, apporta son aide précieuse. Nommé en 2000 vice-président du groupe pour l'Afrique, il utilisa ses réseaux pour conclure des affaires pour le compte de son patron. « Avec mes réseaux, je facilite parfois certaines choses », déclarait-il. Présidents et ministres français mouillèrent souvent leur chemise pour Bolloré. La concession du port de Kribi, au Cameroun, lui fut ainsi attribuée en 2015 après une visite du président Hollande au président Paul Biya. Hollande ne nia d'ailleurs pas en avoir personnellement parlé au président camerounais. Quatre ans plus tard, à la fin octobre 2019, ce fut Jean-

Yves Le Drian, l'actuel ministre des Affaires étrangères, qui fit le déplacement au Cameroun pour obtenir la rétrocession du port autonome de Douala au groupe français Bolloré.

Ces pratiques du groupe, caractéristiques de la Françafrique, cet ensemble de relations que la France entretient avec ses anciennes colonies africaines, furent récemment portées sur la place publique avec la mise en examen de Vincent Bolloré pour des soupçons de corruption d'agents étrangers dépositaires de l'autorité publique. Les accusations portaient sur le financement de la campagne électorale du président togolais, Faure Gnassingbé, en échange de la prolongation de la concession portuaire du port de Lomé, et de celle de 2010 du président guinéen, Alpha Condé, en échange de l'acquisition de la gestion du terminal à conteneurs du port autonome de Conakry. Peu après son élection en effet, Alpha Condé rompit soudainement le contrat d'une

⁶ Sabine Delanglade, « La machine Afrique de Bolloré », *Les Échos*, 28 février 2013.

durée de vingt-cinq ans qui liait la Guinée au gestionnaire français Getma international, filiale de Necotrans, un concurrent de Bolloré. Getma international fut expulsé par la force du port de Conakry en 2011 sur ordre du président Alpha Condé. Puis la société, qui subit un redressement judiciaire, fut rachetée en 2017 pour une bouchée de pain par le groupe Bolloré lui-même. Entre concurrents, la pitié n'a pas de place.

Les accusations contre Bolloré concernant la Guinée furent annulées par la cour d'appel de Paris pour cause de prescription. Mais, le groupe Bolloré restant poursuivi dans le dossier togolais, le milliardaire plaida coupable afin d'obtenir un arrangement. Le tribunal accepta l'abandon des poursuites contre l'entreprise, moyennant tout de même douze millions d'euros d'amende et quatre millions de « mise en conformité avec les règles anti-corruption », mais il renvoya tout de même Vincent Bolloré et deux de ses associés devant le tribunal correctionnel. La partie n'est donc pas terminée. Mais cette affaire en dit long sur la façon dont l'État intervient quand il s'agit des affaires des capitalistes, permettant au pillage de l'Afrique de continuer.

Ces dernières semaines, la presse économique a beaucoup commenté la possible vente de Bolloré Africa Logistics au groupe MSC. Selon un communiqué datant du 20 décembre dernier, le groupe Bolloré aurait « reçu une offre du groupe MSC, acteur majeur du transport et de la logistique par conteneurs, pour l'acquisition de 100 % de Bolloré Africa Logistics, regroupant l'ensemble des activités de transport et logistique du Groupe Bolloré en Afrique, sur la base d'une valeur d'entreprise, nette des intérêts minoritaires, de 5,7 milliards d'euros. » Ainsi Bolloré pourrait obtenir 5,7 milliards d'euros de la vente de sa



Déchargement dans le port autonome de Conakry, en Guinée, le 18 février 2021.

filiale africaine, dont la valeur est estimée entre 2 et 3 milliards d'euros. Alors que le domaine portuaire nécessite des investissements de plus en plus coûteux et que ses concurrents sur ce terrain sont de bien plus gros requins, comme le dit un économiste connaisseur de l'affaire, ce serait une « très belle réussite ». Une de plus.

BOLLORÉ CHOISIT ZEMMOUR... ET SON COFFRE-FORT

Depuis quarante ans, de manière ininterrompue, Vincent Bolloré a considérablement augmenté la fortune familiale en exploitant des dizaines de milliers de travailleurs et en jouant en Bourse la richesse extraite de leur travail. Les différents coups opérés dans le secteur des médias illustrent ce dernier aspect, comme la vente, en février 2021, de 20 % des actions d'Universal Music au groupe chinois Tencent, dont Bolloré retira six milliards d'euros. Grâce aux milliards engrangés, soutirés pour l'essentiel de ses possessions africaines, Bolloré peut désormais envisager d'augmenter son poids dans la communication. Il y voit un nouveau moyen de continuer à enrichir sa famille, mais aussi d'influencer l'opinion, de contrôler l'information. Il n'est pas le premier à tenter de s'emparer des médias. Ceux-ci ont toujours été sous le

contrôle de riches propriétaires. Dans cette société dominée par l'argent, l'indépendance et la liberté de la presse n'ont jamais existé.

Bolloré, qui n'a jamais fait mystère d'être un fervent catholique très à droite, a cette fois choisi d'utiliser ce pouvoir médiatique – et en particulier CNews – pour propulser le politicien d'extrême droite Zemmour. Il est proche de ses idées, comme beaucoup le sont dans le cercle de ses amis. Patrick Mahé, qu'il a placé à la tête de *Paris Match*, était à vingt ans un militant d'Occident, comme Michel Calzaroni, déjà cité, son conseiller communication. Bolloré fréquente assidûment des prêtres catholiques. Il a la foi, une foi cependant toute patronale. « *La religion catholique est formidable*, a-t-il déclaré un jour : *je pêche, je me confesse, et je recommence.* » Il pense que l'identité de la France est en danger. En un mot, il adhère aux axes de campagne de son poulain, sans que l'on sache s'il veut vraiment le voir à l'Élysée, ou s'il cherche à mettre des bâtons dans les roues d'un Macron coupable de ne pas avoir rendu les services attendus. En revanche, on peut être certain que celui – ou celle – qui sera élu, quel qu'il soit, sera au garde-à-vous devant ceux qui ont la réalité du pouvoir dans cette société, les Bolloré et autres milliardaires et actionnaires du Cac 40.

Le 14 janvier 2022



La pêche, dans les eaux glacées du calcul égoïste

Sous le titre One Ocean Summit, les représentants de quarante États, d'organismes internationaux, d'ONG réunis à Brest du 9 au 11 février ont débattu des dangers qui pèsent sur l'océan et la vie marine ainsi que des remèdes pour y faire face. En dehors de l'aspect de mise en scène propre à la campagne présidentielle de Macron, un certain nombre de questions réelles, connues depuis longtemps, ont été posées. Et, comme on pouvait s'y attendre, aucune réponse n'a été apportée.

Pour vaste qu'il soit, l'océan n'est pas infini et il porte, depuis bien longtemps, les traces du passage et du travail des hommes. En mer, comme sur terre, le développement du capitalisme, les forces technologiques libérées, la soif sans limite de profits ont entraîné des destructions inédites, rapides et probablement définitives. Les responsables politiques contemporains découvrent l'eau tiède tous les matins lorsqu'ils font mine de s'inquiéter, entre autres, de la surpêche menaçant presque toutes les espèces. Qu'ont-ils donc retenu de l'histoire de leur propre classe ?

DE L'EXTERMINATION DES BALEINES...

Jusqu'au 19^e siècle, les baleines peuplaient les océans. Puis, pour leur malheur, on découvrit comment extraire la graisse de leur viande et la transformer en huile d'éclairage pour les rues des villes d'Europe et d'Amérique. Le port de New Bedford, dans le Massachusetts, devint « la ville qui éclaire le monde ». Des dizaines, puis des centaines de baleiniers en partaient pour aller harponner les cétacés, fixer le cadavre



Port baleinier de New Bedford, dans le Massachusetts, au nord-est des États-Unis, en 1867.

Stephen F. Adams/New Bedford Whaling Museum



À bord d'un baleinier en 1925.

New Bedford Whaling Museum

le long du navire, découper et fondre la viande, stocker l'huile dans la cale. Les baleines disparaurent ainsi rapidement de la côte nord-est des États-Unis, des parages de Terre-Neuve puis de tout l'Atlantique nord. En 1851, année de parution du roman *Moby Dick* qui raconte cette histoire, les baleiniers de New Bedford devaient rester deux ou trois ans en mer et aller jusqu'à l'océan Indien ou dans le Pacifique sud pour remplir leurs tonneaux d'huile. Le massacre ralentit après la découverte du pétrole et de ses capacités énergétiques, en 1859. C'était désormais la Standard Oil qui éclairait le monde. Il ne subsistait plus alors que quelques grandes espèces de cétacés. Elles furent à leur tour décimées lorsque les bateaux furent motorisés, les harpons lancés au canon et qu'on apprit à insuffler de l'air dans les intestins des cétacés géants pour les faire flotter le temps de la découpe. Aujourd'hui il n'y a plus, et il n'y aura plus jamais, ces troupeaux de baleines vastes comme des îles décrits par les navigateurs des temps anciens.

... À CELLE DES MORUES

Les pêcheurs européens ont suivi les morues, toujours plus à l'ouest et au nord, à mesure que leurs bâtiments et leurs instruments s'amélioraient. La morue se déplace en bancs, se découpe facilement et se prête à la conservation par salage, immédiatement après la capture. Ces qualités la désignaient pour la pêche industrielle, qui s'est donc développée rapidement au 19^e siècle. Les bateaux partaient pour plusieurs mois d'un labeur harassant, dangereux et malsain. Dans les églises et désormais les musées de Paimpol, Fécamp ou Saint-Malo, les listes de marins péris en mer sur le grand banc de Terre-Neuve sont aussi longues et terrifiantes que celles des monuments aux

morts de 1914-1918. Des navires de service venaient prendre la morue salée et apportaient aux équipages des vivres, de l'alcool, des nouvelles du pays et la bénédiction d'un prêtre.

Comme pour les baleines, la ruée des armateurs et les rapides améliorations techniques exterminèrent la ressource en un peu plus d'un siècle. Le premier capitaine européen à passer aux alentours de Terre-Neuve, vers 1500, racontait que les morues étaient tellement nombreuses qu'on pouvait les prendre avec un panier. Après avoir diminué au fil des siècles, des stocks toujours plus réduits étant pêchés par des bateaux toujours plus efficaces, en 1992 la morue a disparu complètement des Grands Bancs. La pêche y fut alors interdite, dans l'espoir que les poissons reviendraient. Trente ans ont passé, la morue n'est toujours pas revenue en quantité significative à Terre-Neuve, et tout laisse à penser qu'elle ne reviendra pas.

Outre ces deux extinctions spectaculaires, la progression des techniques a évidemment accru la pression de la pêche. Le chemin de fer et la possibilité de fabriquer de la glace ont d'abord étendu le marché du poisson frais aux villes de l'intérieur. La motorisation des navires, à partir de 1880, le perfectionnement des chaluts, la puissance sans cesse croissante des moteurs ont joué dans le même sens. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'arrivée du chalutage par l'arrière avec des treuils énormes, la généralisation de la senne, c'est-à-dire le fait d'entourer tout le banc à plusieurs bateaux avec des filets de plusieurs kilomètres, ont encore amélioré la rentabilité. Puis sont arrivées la congélation et la surgélation, et même la transformation de la pêche en farine de poisson et en pâte de surimi directement à bord, derniers stades de la technique des bateaux-usines. Désormais, le poisson est repé-

ré par satellite, traqué par des sonars, pêché au plus profond des océans. Le dernier cri de la pêche en mer du Nord consiste à faire passer un courant électrique dans le fond marin, pour faire sursauter les poissons plats qui tombent alors dans le chalut. L'ensemble des organismes, scientifiques, politiques, maritimes et jusqu'aux organisations de pêcheurs, petits, moyens ou énormes, admettent désormais que la ressource est menacée et traduisent cette constatation en parlant d'un problème de surpêche.

EN 1946 DÉJÀ, LA SURPÊCHE

Ce n'est pourtant pas le souci de sauvegarder les espèces marines qui a poussé les États modernes à réglementer l'accès aux espaces maritimes en général et la pêche en particulier. C'est, bien plus prosaïquement, une tentative d'encadrer la concurrence. Dès 1946, une conférence sur la surpêche s'est tenue à Londres. Elle a évoqué les problèmes de taille des bateaux, de zones de pêche, de dates d'interdiction, de taille des mailles de filet, etc. Mais elle n'a statué que sur deux points : une taille minimale de capture pour certaines espèces, une taille minimale de maille pour certains filets, afin de ne pas capturer les jeunes avant même la reproduction. La conférence ne s'est bien entendu donné aucun moyen de contrôler quoi que ce soit, laissant à chaque État le soin de régner dans ses eaux territoriales. C'est d'ailleurs à la même époque, et sous les mêmes auspices de l'ONU, c'est-à-dire des puissances impérialistes, que les limites des eaux territoriales et le droit des États sur celles-ci furent définis une première fois. Les diplomates américains ont alors inventé puis fait prévaloir la notion de rendement maximum durable pour la pêche en mer. Dans ce cadre, des organismes recon-



Sea Shepherd

Le Margiris, entouré d'une flaque de merlans morts.

nus, qui ne peuvent être que ceux des grandes puissances, calculent pour chaque espèce et chaque zone ce qu'il est possible de pêcher et interdisent d'aller au-delà. Les pays qui n'ont pas les moyens de pêcher ce qui peut l'être dans leur zone sont tenus de laisser venir les bateaux des autres. Le résultat prévisible était que seuls les navires américains pouvaient pêcher en Alaska, mais qu'ils obtenaient en outre le droit d'exploiter toutes les zones côtières de l'Amérique du Sud ! Cette façon de voir les choses a été adoptée par l'ONU, comme de bien entendu. Sous prétexte de protéger la ressource, on protégeait les intérêts des grandes pêcheries. Ce ne serait pas la dernière fois.

L'INTRODUCTION DES QUOTAS

Dans les années 1970, quand il devint évident que les côtes européennes et américaines se vidaient de poissons, les pêcheurs se virent appliquer des quotas obligatoires et toujours plus restrictifs. Depuis

lors, chaque année en Europe d'après discussions opposent organisations de pêcheurs, représentants des États, organismes scientifiques et représentants des ONG. Il s'agit d'établir puis de répartir entre les pays la quantité maximum pêchable de chaque espèce, du cap Nord à Gibraltar en passant par les îles Britanniques et la Méditerranée. Chaque État défend ses grandes compagnies de pêche et chacun est libre de compenser, ou non, les faillites des artisans pêcheurs. En bientôt cinquante ans de cette politique de quotas négociés, on a assisté à une diminution progressive de la pêche artisanale, c'est-à-dire des petits bateaux partant à la journée, à une concentration du capital dans quelques grandes entreprises et, évidemment, à la poursuite de la baisse du stock de poissons. Pour ne parler que de la dernière période, la pêche européenne a perdu 5 000 navires entre 2013 et 2019, tout en continuant à pêcher le même tonnage. Les ports se vident de leurs petits bateaux et l'on voit croiser dans le golfe de Gascogne des bateaux-usines comme le *Margiris*, 142 mètres de long,

capable d'arracher 250 tonnes de poissons par jour à la mer. Par comparaison, le quota annuel de maquereaux d'un chalutier de Boulogne est de soixante tonnes. Le 4 février, le *Margiris* a évacué des dizaines de milliers de merlans morts, une flaque de 300 mètres sur 20. Incident de mer, a dit l'armateur, Parlevliet & van de Plas, l'un des premiers au monde, avec plus de 40 bateaux-usines et des filiales dans tous les océans et tous les types de pêche. À moins qu'il ne s'agisse d'une manœuvre courante consistant à se débarrasser de poisson invendable, trop peu rentable car constitué d'espèces non triées ou même hors quota.

PILLAGE DES CÔTES AFRICAINES

L'Europe capitaliste, incapable de protéger sa ressource, subventionne en plus le pillage des ressources mondiales. Ainsi les traités de pêche liant les armements européens aux États du golfe de Guinée sont renouvelés périodiquement. Par son accord du 11 novembre 2020,



Manifestation de pêcheurs sénégalais avec Greenpeace, en 2020, contre l'afflux de bateaux-usines étrangers.

L'Union européenne s'engage à verser deux millions d'euros chaque année au Sénégal, pour lutter contre la pêche illégale. En échange, le Sénégal autorise 43 bateaux-usines européens à venir pêcher 10 000 tonnes de thon dans ses eaux, pour une valeur d'au moins douze millions d'euros, et quelques autres navires à capturer des espèces de moindre valeur. Un accord du même type a été signé entre l'UE et la Mauritanie en juillet 2021. Il s'agit là de 300 000 tonnes par an, dont 20 000 tonnes de thon, en échange d'une modeste somme dont, naturellement, la population locale ne verra jamais la couleur. L'UE subventionne donc largement ses propres capitalistes, le fait qu'ils massacrent les ressources naturelles et leur droit de piller les États pauvres. En 2018, l'Union européenne a versé 135 millions d'euros en subventions à douze États, dont dix africains, pour ces accords de pêche. Ils ont concerné 250 bateaux-usines. Cela revient à une subvention annuelle de 500 000 euros à chaque bâtiment et à une aide directe à la pêche industrielle.

Et cela induit, quoi qu'en disent les promoteurs et les signataires européens de ces accords, la ruine des villages de pêcheurs africains.

CAPITALISME ET PIRATERIE

La réglementation de la pêche, dans les zones côtières où les États ont autorité, n'a donc résolu aucun des problèmes posés. Ils se sont de fait tous aggravés. Mais il existe également une partie non réglementée.

D'une part, les capitalistes étant maîtres chez eux, ils font ce qu'ils veulent du poisson que pêchent leurs flottes. Ainsi chaque année 500 000 tonnes de petits poissons parfaitement consommables, pêchés au large des côtes africaines, sont transformées en farine de poisson destinée à nourrir les saumons, les poulets et les cochons des élevages intensifs d'Europe. Il faut en moyenne quatre kilos de poisson frais pour obtenir un kilo de saumon d'élevage. L'absurdité est manifeste, les conséquences pour les populations africaines sont dramatiques,

mais le profit est assuré. Cette pêche, dite minotière puisqu'elle fabrique de la farine, représente aujourd'hui 20 % de la capture mondiale totale.

Le thon traverse des zones d'océan libre, réputé appartenir à tout le monde. Il est alors capturé par centaines de milliers de tonnes, par bancs entiers, sans aucun souci de laisser aux jeunes le temps de se reproduire, c'est-à-dire sans aucun souci de la ressource, comme l'ont montré des reportages de la télévision française. C'est l'une des pêches les plus équipées du monde du point de vue électronique et mécanique. C'est par exemple la spécialité des thoniers senneurs français de la Sapmer, 90 mètres de long, 14,5 mètres de large, qui croisent dans les eaux internationales de l'océan Indien et débarquent leur poisson aux Seychelles. Avec leurs concurrents espagnols ils en débarquent 300 000 tonnes par an. Le thon tropical, espèce de haute mer, est en voie de subir le sort de la baleine et de la morue. Mais qui pourra dire qu'on ne savait pas ?

Et puis, sur le vaste océan, il

Pirou



Le thonier sennear *Belle Isle*, de l'armateur Sapmer.

Simon Ager/Sea Shepherd



L'équipage du navire braconnier *Thunder* remonte ses filets, au large de l'Afrique du Sud, en 2015.

y a aussi tous ceux qui ne s'embarassent pas des règlements, même s'ils sont très souples et accommodants. Des ONG militant en Afrique de l'Ouest racontent qu'il suffit pour repérer les pirates de comparer, de nuit, les feux des navires au travail visibles sur zone avec l'image satellite donnée par l'ordinateur. En effet la loi internationale oblige tous les navires de pêche à avoir une balise satellite permanente. Elle confirme les informations du livre de bord et les déclarations de pêche. Le navire qu'on voit sur la mer mais pas sur l'écran est un pirate qui

a éteint sa balise ou qui n'en a pas du tout. Sa pêche ne tient alors compte d'aucun quota et d'aucune loi.

En montant, parfois de force, sur ces bateaux, les ONG ont trouvé des marins semi-esclaves, souvent venus d'Asie, travaillant sans aucun matériel de sécurité, mal nourris et pas soignés, ne sachant ni combien ils seront payés ni quand ils rentreront chez eux et ne se rappelant même plus parfois depuis quand ils sont à bord. Les États jurent leurs grands dieux qu'ils font et feront tout pour combattre ces pratiques.

En attendant, le poisson des marins esclaves et des armateurs pirates est transféré en mer, loin des regards, sur des bateaux plus présentables. Puis il est débarqué dans des ports francs, comme Las Palmas aux Canaries, où il est acheté par de très honorables commerçants de l'UE et se retrouve dans les usines ou sur les tables d'Europe. Les ONG, les syndicats internationaux de marins et des journalistes débusquent régulièrement de tels navires, parfois par dizaines, dans l'océan Indien et en mer de Chine. Ils n'y voient rien de différent de ceux des côtes africaines, si ce n'est le port de débarquement du poisson.

Les milliers de pages de réglementations sur les pêches, les heures de discours dans des dizaines de réunions comme le sommet de Brest n'ont réglé et ne régleront aucune des questions posées par l'exploitation des océans. Ce n'est pas seulement qu'elles sont fort complexes, à l'image de l'immensité même du sujet qui ne peut être réellement étudié et compris que comme un tout. La survie et la reproduction de telle espèce vivante dans telle zone spécifique ne peuvent être en définitive séparées de l'ensemble du problème. Mais aucune étude scientifique ne pourra être menée jusqu'au bout et les hommes ne pourront envisager d'exploiter rationnellement la mer sans la mettre en danger qu'en se débarrassant d'abord de la course au profit. D'ici là, il y aura des navires usines dévastant la ressource d'un côté, des marins au chômage et des marins esclaves de l'autre, des populations qui crèvent de faim et d'autres qui consomment de la graisse saumonée aux antibiotiques et, toujours, des subventions aux capitalistes, des discours creux comme ceux entendus à Brest et une menace permanente sur la vie de l'océan.

16 février 2022



DR

Les Cahiers de Verkhneouralsk

écrits de militants trotskystes
soviétiques 1930-1933

Isolateur de Verkhneouralsk.

Des textes émanant de trotskystes soviétiques du début des années 1930 viennent de paraître en traduction aux éditions Les Bons Caractères. *Lutte de classe* (n° 200, juin 2019) avait déjà relaté comment, dans la prison de Verkhneouralsk, des ouvriers avaient fortuitement découvert une cache emplies de manuscrits, témoins de l'activité des compagnons d'idées de Trotsky, qui combattaient avec lui la dégénérescence bureaucratique de l'État né de la révolution d'Octobre et la trahison de l'idéal communiste par le stalinisme partout dans le monde.

DR



Des trotskystes déportés, en 1928. Photo envoyée clandestinement à Trotsky.
En haut à gauche, Viktor Eltsine et au milieu à droite, Poznansky.

Staline n'avait pas réussi à briser ces militants communistes restés fidèles au bolchevisme malgré une répression féroce. Et il avait bien des raisons de craindre qu'ils ne fournissent une direction à la classe ouvrière si elle venait à se dresser contre une dictature prétendant incarner le socialisme. C'est pour cette raison qu'après avoir chassé du parti, déporté puis incarcéré les trotskystes, jusqu'à plusieurs centaines rien qu'à Verkhneouralsk, Staline ordonna en 1936 de les regrouper dans des camps pour les y exterminer.

C'est d'abord de l'émotion, celle d'entendre leur voix, que l'on ressent à la lecture de ces textes, et de la fierté : celle de pouvoir se revendiquer de leur exemple. Car au travers de leurs journaux, des débats qu'ils poursuivent, des luttes qu'ils mènent pour se faire respecter des gardes-chiourmes, des moyens dont ils se dotent pour que leurs textes circulent en prison, et parviennent à leurs camarades qui militent dans la classe ouvrière, on constate comment ces militants ont tenu haut et ferme le drapeau du bolchevisme face à la contre-ré-



DR

11^e anniversaire d'Octobre 1917 : des déportés troskystes en Sibérie avec des slogans de l'Opposition de gauche.

volution stalinienne.

On est frappé aussi de découvrir au fil des *Cahiers de Verkhnéouralsk* des prises de position et une démarche qui font écho à ce que contiennent maints ouvrages de Trotsky. Il ne faut pas s'en étonner. Sur la collectivisation forcée des terres, la planification bureaucratique, les zigzags incessants et sur l'empirisme irresponsable de la fraction stalinienne au pouvoir, les menaces que cela fait s'accumuler au-dessus de l'État ouvrier ou encore la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne, leurs analyses et celles de Trotsky, fruits de leur activité révolutionnaire, se sont répondues, complétées, fécondées durant des années. Cela malgré la distance et d'innombrables obstacles, ce que certains textes disent explicitement.

Les bolcheviks-léninistes en URSS, Trotsky et son fils Léon Sedov en exil, agissaient comme les membres d'un même parti. Un parti communiste révolutionnaire soudé dans les luttes pour renverser la bourgeoisie, puis pour conserver le pouvoir et édifier un État ouvrier sous la

bannière des soviets et de la révolution mondiale qui frappait à la porte.

Pour la plupart, les auteurs des *Cahiers de Verkhnéouralsk* avaient fait leurs premières armes durant la révolution d'Octobre et la guerre civile. Cette formidable expérience, qui en faisait les héritiers de la tradition politique et organisationnelle du bolchevisme, combinée à leur jeunesse, leur permit sans doute de mieux résister à la démoralisation que certains de leurs aînés quand, après avoir ébranlé le monde entre 1917 et 1923, la révolution mondiale reflua sous les coups de la réaction en URSS comme à l'extérieur.

Face à ce que Victor Serge appela « minuit dans le siècle », ils tinrent bon. On voit dans leurs écrits leur lucidité quant à l'ampleur du reflux de la révolution, et leur conviction que, quel que fût leur sort – et ils n'avaient pas d'illusions sur ce que le stalinisme leur réservait –, il importait avant tout de préserver un héritage, de maintenir un drapeau : ceux du communisme révolutionnaire et de l'interna-

tionalisme, pour qu'ils puissent servir de guide aux générations futures de combattants de la cause ouvrière. Car même face à cette avalanche de trahisons, de défections et de défaites provoquées par le stalinisme et la social-démocratie, ils avaient la certitude que tôt ou tard sonnerait l'heure de la « lutte finale ».

Leur conviction inébranlable que la classe ouvrière a la capacité de transformer la société et que l'avenir appartient au communisme, leur dévouement à la cause de la révolution mondiale, se lisent à chaque ligne des *Cahiers*. À huit décennies de distance, ce qu'ils nous lèguent là s'adresse tout particulièrement aux jeunes générations militantes, pourvu qu'elles prennent conscience que le système capitalisme, avec ses crises, ses guerres et ses horreurs, ne mérite qu'une chose : être définitivement relégué au rayon de ce qui aura précédé l'avènement d'une humanité libérée de toute oppression et enfin digne d'elle-même.

13 février 2022

Les autres publications de Lutte ouvrière

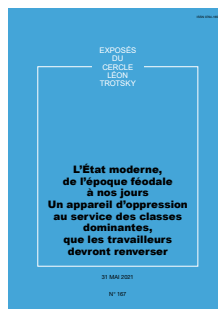
L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,50 €.

Les exposés du
Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/ CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours. Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser (n° 167, 31 mai 2021)

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871 (n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920 : l'occupation des usines (n° 165, L'Internationale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste : du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme (n° 164, 22 janvier 2021)

États-Unis : après des élections en temps de crise (n° 163, 14 novembre 2020)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail : www.lutte-ouvriere.org

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Communiste, révolutionnaire, internationaliste !
Nathalie Arthaud

10 €, e-book : 5 €



Cahiers de Verkhneouralsk
Écrits de militants trotskystes soviétiques (1930-1933)

Collection Classiques
17 €, e-book : 8,50 €
en souscription usqu'au
13 mars 2022 :

10 €, e-book : 5 €



Comptes et légendes
Les dessous des statistiques économiques
de Alain Lecaie

Collection Éclairage n° 22
8,20 €, e-book : 4,10 €



Toujours militante
Arlette Laguiller

13,50 €, e-book : 6,75 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> – contact
e-mail: linernazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>